



LES CONTRE-POUVOIRS

La crise économique mondiale et les révoltes qu'elle génère chez les peuples affamés soulignent la perte de légitimité du système capitaliste et des dirigeants politiques. Et relancent la piste de la stratégie des contre-pouvoirs.

Cette piste libertaire s'oppose vigoureusement à celle d'une prise de pouvoir par un parti prétendant « changer la société » en se substituant à l'action autonome des classes laborieuses. Mais la stratégie des contre-pouvoirs se démarque aussi d'une vision romantique de la révolution, qui se limiterait à un moment où tout basculerait et où tout se réaliserait. Elle affirme que si les travailleuses et les travailleurs ne construisent

pas dès maintenant, dans leurs luttes, des embryons de la société future, la réalisation du socialisme au lendemain d'une hypothétique révolution sera d'autant plus problématique.

Pour développer des contre-pouvoirs, il faut s'affranchir de deux écueils. Primo, en laissant les associations et les syndicats, chacun sur son « créneau », défendre de façon parcellaire des revendications catégorielles, les classes sociales dominées se condamnent à des luttes défensives qui jamais ne changent fondamentalement leur situation. Secundo, en se liant à un parti politique quel qu'il soit, le mouvement social est paralysé dès lors que celui-ci parvient au pouvoir. Et avec lui, c'est l'ensemble des classes dominées qui est paralysé. La stratégie de contre-pouvoir préserve l'indépendance de classe quelle que soit la couleur et la nature du gouvernement. Construire des contre-pouvoirs au sein du capitalisme, c'est certes imposer, par les luttes collectives, un rapport de force favorable aux classes dominées. Mais c'est aussi organiser de larges secteurs des classes dominées au sein d'associations et/ou de syndicats autogérés et porteurs d'un projet de transformation sociale.

Cette logique permet d'une part de donner un sens politique aux luttes quotidiennes, et d'autre part de reconstruire un rapport de force favorable. Elle favorise l'éclosion de multiples expérimentations alternatives, économiques, culturelles, sociales, la constitution de comités de quartiers capables d'esquisser une autre gestion politique à la base de la société... Cette stratégie permet aux classes dominées de se réapproprier leur propre identité de classe, leurs propres aspirations, leur propre culture.

Notre émancipation intellectuelle et sociale est d'autant plus grande que notre connaissance et la maîtrise de nos conditions de vie augmentent. Les contre-pouvoirs d'aujourd'hui préparent une société émancipée, en favorisant une décentralisation poussée des décisions, un contrôle par la base des instances de centralisation et une démocratie autogestionnaire. En se généralisant, les contre-pouvoirs acquièrent une forte légitimité au sein de la société.

Quant à nous, « A Contre-Courant » et « A Voix Autre », nous avons décidé de nous associer, afin de vous présenter une analyse différente de l'actualité. Et de proposer, à notre façon, des alternatives à vivre.

ALIMENTATION — FLAMBÉE DES PRIX, FLAMBÉE DES RÉVOLTES

Les prix des denrées agricoles flambent. Conséquence de cela, la rue s'embrace sur différents continents. Des manifestations tournant parfois à l'émeute se sont produites ces dernières semaines dans un certain nombre de pays : Égypte, Mauritanie, Guinée, Haïti, Burkina Faso. Pareillement, pour protester contre les prix démentiels qu'atteignent les produits de base de leur alimentation, des mouvements offrant les mêmes caractéristiques ont eu lieu en Côte d'Ivoire, Ouzbékistan et au Maroc. Probablement les mois et les années à venir seront-ils marqués par une recrudescence d'explosions de colère ayant les mêmes causes, car les raisons structurelles expliquant l'envolée des cours des matières premières alimentaires sont amenées à s'amplifier et à perdurer. Pour une meilleure compréhension du sujet qui nous occupe ici (préoccupe serait beaucoup plus juste), et avant que de lister et de décrypter les principaux facteurs qui éclairent d'un jour sinistre le pourquoi d'une telle situation, il nous apparaît indispensable de livrer un certain nombre de chiffres essentiels.

À l'heure actuelle, 2,7 milliards de personnes vivent (?) avec moins de 1,30 euro par jour. Or, les matières premières alimentaires ou produits transformés suivants, riz, blé, maïs, haricots, huile, atteignent des prix prohibitifs. Le prix du riz (une moitié de la planète dépend de cette céréale) a atteint son plus haut niveau depuis dix-neuf ans alors que depuis 1976 les stocks n'ont jamais été aussi bas. En une journée, le 27 mars 2008, son cours a augmenté de 31 %, ce qui a déclenché un vent de panique chez certains pays importateurs, tels les Philippines. Conséquence : sa Présidente, Gloria Arroyo, a appelé le Premier ministre vietnamien, Nguyen Tan Dung pour l'adjurer d'honorer les promesses de livraisons faites par le passé. Le cours mondial du blé a bondi de 115 % en un an. L'Ukraine a stoppé temporairement ses exportations et la Russie a frappé les siennes d'une taxe de 40 % à partir de janvier 2008.

Certes, la sécheresse qui a sévi en Australie en 2007 a joué grandement sur la spirale inflationniste, néanmoins cet alibi est un peu l'arbre qui masque la forêt de facteurs autrement plus importants. Une menace sérieuse pèse sur la culture de cette céréale, puisqu'un champignon ravageur (baptisé Ug99), apparu pour la première fois en 1999 en Ouganda, menace 80 % des variétés de blés semées en Asie et en Afrique. Cette rouille du blé a une forte capacité de propagation car les spores contenant le parasite sont portés par le vent. La FAO estime que les pays à l'est de l'Iran, tels que l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, tous grands producteurs de blé sont les plus menacés par le parasite. Les premiers pays qui ont été victimes de ce fléau, l'Éthiopie et le Kenya, ont enregistré de lourdes pertes de rendements en 2007. Les cours du maïs, quant à eux, ont augmenté de près de 30 % cette année pour s'établir à 6 dollars le boisseau de

35 litres sur le marché à terme de Chicago. Voulez-vous du lait en poudre ? Alors sachez que le prix de cette denrée est passé de 2000 à 4800 dollars la tonne en 2007, car la hausse de la consommation des produits laitiers en Asie a correspondu avec une diminution de la production dans le monde occidental.

Constater n'est pas établir un diagnostic. Aussi, il est grand temps d'identifier les causes qui provoquent une infinité d'injustices et de drames à l'échelle mondiale. Prenons l'exemple de l'Afrique. Nombre d'experts s'accordent pour affirmer que la production alimentaire devrait baisser de moitié d'ici à 2020 dans cette partie du monde, par le simple fait des conséquences générées par les changements climatiques. L'Afrique serait particulièrement touchée par l'aridité croissante de ses régions nord (le Sahel) et australe, régions qui sont parmi les plus peuplées du continent. En termes de superficies cultivables, 80000 km² s'amélioreront pendant que 600000 autres km² se détérioreront. Notons qu'en 2008, environ 200 millions d'habitants de ce continent (soit environ 25 % de la population totale) n'ont toujours pas accès à l'eau potable, mais ces chiffres terrifiants croîtront encore de 50 millions d'humains supplémentaires, toujours d'ici à 2020.

À ce bien sombre tableau il faut rajouter que l'agriculture africaine dépend à plus de 95 % des eaux de pluie. Comme s'il ne suffisait pas à l'Afrique d'être encore et toujours accablée par le fardeau des cultures de rente (café, coton, cacao), cet héritage sanglant de l'époque coloniale, toutes productions qui se font au détriment des cultures vivrières, il est projeté de consacrer 400 millions d'hectares pour la culture du jatropha (ou pourghère) en Afrique australe. Il est vrai que cet arbuste résistant est capable de pousser sur des sols pauvres, mais possède surtout le « mérite » de permettre la production d'une huile qui alimentera... les moteurs, voilà qui est une magnifique illustration du mot « progrès », n'en doutons pas un seul instant. Objecterait-on que l'Afrique est un cas particulier ? Alors, toujours au rayon des nérocarbures, complétons avec les éléments suivants. Aux États-Unis, la part de maïs qui est réservée à la production d'éthanol prend l'ascenseur.

L'Union européenne, la Chine, le Japon s'engagent à utiliser 10 % (voire plus) de carburants automobiles alternatifs. Maïs, canne à sucre, colza, palmiers à huile, tout ce qui après transformation pourra être dévoré par les moteurs le sera. Le gouvernement indien annonce qu'il veut planter 14 millions de plantes énergétiques, Lula, le président du Brésil (avoir été le leader du Parti des Travailleurs peut mener à tout) indique qu'il consacrera 120 millions d'hectares supplémentaires pour des cultures ayant la même finalité. Mais attention, l'Indonésie et la Malaisie ne comptent pas non plus rester les bras croisés.

Nous avons utilisé le mot nérocarbures à dessein, car le préfixe « bio » est une pure imposture. Les présumés biocarburants possèdent deux tares rédhibitoires. D'une part ils contribuent à affamer davantage des populations entières — ce qui suffit amplement en soi pour les disqualifier complètement —, et d'autre part l'apport qu'ils sont sensés fournir en termes d'amélioration des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) est un argument frappé d'indigence sur le plan scientifique.

Les tensions sur les prix des céréales sont aggravées par d'autres causes encore, dont celle-ci : l'augmentation de la consommation de viande (et dans une moindre mesure de produits laitiers) dans le monde stérilise de facto une part des surfaces agricoles cultivées, en ce sens qu'une part significative des cultures a pour fonction de pourvoir à l'alimentation animale. Or, si nous prenons l'exemple des bovins, il faut savoir que chaque protéine de ces animaux a nécessité sept protéines végétales pour les nourrir. Une relative standardisation des habitudes alimentaires occidentales conduit certains pays (la Chine et l'Inde en particulier) à augmenter leur consommation de viande, ce qui, à volume de production céréalière égal, tend mécaniquement à diminuer la part disponible pour les humains... Donc à peser sur le cours des matières premières alimentaires.

Les paysans sans terre ont beau être légion au Brésil, cela n'empêche pas ce pays d'être devenu le premier fournisseur du monde en viande bovine. Le Mercosur livre près de 90 % des importations européennes et le Brésil occupe la première place dans ce marché, se permettant le luxe de vendre ses aloyaux de zébus aux alentours de 5,50 euros le kg, ce qui malgré une taxe d'entrée dans l'UE de plus de 3 euros le kg, rend cette viande hyper compétitive.

La forêt amazonienne se réduit chaque année un peu plus, rongée quelle est par les plantations de canne à sucre pour produire de l'éthanol d'un côté, et la dévotion d'immenses pacages pour l'élevage des bêtes à cornes de l'autre. Lula est content, son pays de braise fait chauffer le PIB, ce qui, rentrées supplémentaires de devises aidant, permet une augmentation des programmes sociaux réservés aux pauvres. Enfin, pour la bonne bouche — si nous osons l'expression —, nous avons réservé le pire pour la fin (faim?). Nous voulons parler ici des requins de la finance qui écumant les marchés des matières premières industrielles (pétrole, zinc, métaux rares) et bien entendu, vu que leur estomac est extensible à l'infini, celui des céréales. Ces fonds spéculatifs (hedge funds) et plus particulièrement les CTA (Commodities Trading Adviser) ont transformé les matières premières que nous venons de citer en nouveaux supports pour des produits financiers. Ces prestidigitateurs-tueurs ont exercé il y a peu leurs « talents » sur le marché de l'immobilier aux États-Unis, avec le succès que l'on

sait (voir l'expression « crise des subprimes »), ce qui a eu des conséquences multiples : la mise sur la paille de centaines de milliers d'emprunteurs, le déclenchement d'une crise financière mondiale et pour eux, comme de juste, la captation de sommes qui atteignent des hauteurs vertigineuses.

La bête étant exsangue, mais leurs pulsions carnassières restant intactes, ces fonds spéculatifs ont trouvé d'autres proies sur lesquelles ils plantent leurs crocs avec délectation. Exemple, sur la période janvier février 2008, le volume des contrats à terme sur l'ensemble des matières premières a bondi de plus de 65 % sur la place de Londres par rapport à la même période en 2007.

Cette modeste cartographie des tenants et aboutissants de la crise alimentaire qui se développe n'est pas complète. N'oublions pas en effet l'inféodation d'un grand nombre de gouvernements de la planète à l'industrie agroalimentaire, leur cécité volontaire devant des discours scientistes fabriqués pour promouvoir de fausses solutions, les complicités multiples qui les lient aux lobbies productivistes de tout poil, leur soumission à la grande distribution, leur état d'hypnose pleuricharde devant les barons du capitalisme financier.

C'est curieux, ne pensez-vous pas que tous ces gens là dansent et festoient sur un volcan... Tout en restant volontairement sourds aux grondements qui pourtant se font bien entendre?





RÉVOLTES POUR L'AUTODÉTERMINATION DU TIBET ET ORDRE FÉODAL

La crise s'amplifie autour de la rébellion tibétaine et la répression dont elle est la cible. L'appel à un boycott des Jeux olympiques est largement relayé au niveau international nourri par une tension toujours très forte sur le terrain.

Les émeutes, qui ont débuté à Lhasa le 10 mars, viennent rappeler les revendications autonomistes des Tibétains face à la Chine. Un mouvement interne qui se double des doutes formulés par les Tibétains de la diaspora à l'égard de la stratégie pacifique du Dalai-lama. La mise en place très médiatisée des Jeux olympiques de Pékin semble avoir aiguillonné la volonté d'« indépendance » chez les Tibétains, aussi bien ceux de « l'intérieur » que ceux de « l'exil », réfugiés pour beaucoup dans la région de Dharamsala, dans le nord de l'Inde. Débordant le Dalai-lama, qui n'en voulait pas, des réfugiés ont organisé la fameuse marche « de l'Inde au Tibet » qui a subi la répression violente de la police de l'État indien, peu pressé de se fâcher avec son voisin chinois.

A Lhasa, des émeutes anti-chinoises ont fait des dizaines de morts. Au cours de ces troubles, des violences ethniques arbitraires de la part de certains Tibétains ont eu lieu. « *The Guardian* » et « *The Economist* », entre autres, mentionnent des violences initiées par de jeunes Tibétains, présentant un caractère xénophobe prononcé. Des lynchages publics mortels ont été perpétrés contre des civils chinois mais aussi contre des membres de la petite communauté musulmane Hui, au Tibet. Autant d'éléments qui contrastent fortement avec les images dominantes de moines pacifiques, véhiculées par le Dalai-lama.

Face à ces violences xénophobes, le Dalai-Lama, chef spirituel et politique du gouvernement tibétain en exil, a défendu une nouvelle fois le 20 mars, à Dharamsala, la revendication traditionnelle d'autonomie du Tibet au sein de la Chine : « *Que cela nous plaise ou pas, nous devons vivre ensemble côte à côte. Nous devons nous opposer à la politique chinoise, mais pas aux Chinois. Pas sur une base raciste.* » Sur ce dernier point antiraciste, l'on ne peut que le rejoindre. Encore faut-il se questionner sur la notion d'« autonomie » et ce qu'elle génère comme notion inquiétante de « pureté » nationale.

Ce qui ne doit bien entendu pas nous faire perdre de vue la violente répression déployée par Pékin pour maintenir son hégémonie sur la région. Ni la mauvaise volonté des autorités chinoises qui estiment que les pays appelant à un dialogue avec le Dalai-lama ne sont pas représentatifs de l'opinion mondiale (1). Une attitude difficilement compréhensible alors même que le dignitaire bouddhiste se déclare opposé aux manifestations violentes et a menacé de démissionner si celles-ci se poursuivaient.

Flash back

Historiquement, le Tibet est une province chinoise depuis le XVI^e siècle. Il n'a été que brièvement indépendant, entre 1913 et 1950, et son indépendance a été opportunément proclamée par l'aristocratie féodale et cléricale qui voyait d'un mauvais œil la révolution démocratique qui, à Pékin, venait de destituer l'empereur. Quand les staliniens ont, en 1950, chassé les féodaux et aboli le servage, ils ne faisaient que « terminer le travail » effectué partout ailleurs en Chine. Mais, comme l'avait dit Robespierre, aucun peuple n'aime les « libérateurs bottés »... on peut le constater presque soixante ans plus tard.

Par ailleurs, rappelons qu'en 1949 les États-Unis avaient tenté d'instrumentaliser la lutte tibétaine contre le pouvoir communiste de Pékin : la CIA avait ainsi organisé sans succès plusieurs foyers de guérilla dans l'Himalaya entre 1957 et 1961. Avant que les USA ne lâchent les Tibétains après la réconciliation sino-américaine de 1971. Dans un rôle d'équilibriste, le secrétaire d'État Condoleezza Rice, qui réagissait le 20 mars dernier aux émeutes à Lhasa, s'est d'ailleurs contentée d'appeler à la « retenue » des deux côtés... Avant que, le lendemain, la rencontre amicale à Dharamsala entre le Dalai-lama et la présidente

de la chambre des représentants Nancy Pelosi ne vienne souligner à quel point les positions américaines restent ambiguës et ne semblent pas de nature à désamorcer les violences (3).

Volonté nationaliste, politique et économique de la Chine

Aussi bien les nationalistes que les communistes ont eu l'ambition de faire coïncider les frontières de l'empire mandchou à celles d'une Chine peuplée de Mandchous, de Hans, de Mongols, d'Ouïghours et de Tibétains. Amputer la Chine du Tibet historique reviendrait à lui supprimer un quart de sa superficie, rappelle « *La Libre* » (2). Accepter l'autonomie du Tibet serait pour la Chine la porte ouverte à l'émiettement : comment résisterait-elle alors aux pressions indépendantistes de la Mongolie intérieure et du Turkestan oriental ? Le morcellement de la Chine annoncerait la chute de cette puissance économique mondiale. Dans la lutte d'influence politique qui oppose Pékin et Delhi, le contrôle du Toit du Monde se révèle primordial pour la Chine, convaincue que, si elle n'y exerçait pas son emprise, l'Inde s'en chargerait aussitôt. Or le Tibet offre à la Chine une plate-forme idéale d'où dominer l'Inde et l'Asie. (4)

Le Tibet est aussi un enjeu économique et climatique. Si de nouvelles réserves (cuivre, fer, zinc, plomb, uranium, etc.) y ont

la suprématie des nobles qui vivent dans la « Haute Ville »... Et c'est aussi le cas au Tibet... (6). La justification du féodalisme et de l'immobilisme social réside dans la croyance que notre place dans la société serait déterminée par les actes de nos vies antérieures, chacun acceptant alors sa position puisqu'elle est « méritée ». Cette vision du monde n'est évidemment pas compatible avec des objectifs d'émancipation sociale. Un point qui devrait être clairement rappelé lors de tout soutien critique à la lutte tibétaine.

Nationalisme bouddhiste

En contrepoint au nationalisme chinois, un autonomisme tibétain « modéré », porté par le Dalai-lama et les moines de Lhasa, s'est développé. Cependant, des courants radicaux existent aussi dans les monastères autour de Lhasa et dans les régions du Kham et du Qinghai.

Loin de l'image pacifique que le Dalai-lama a réussi à imposer par sa forte personnalité, il existe un fondamentalisme bouddhiste. Bernard Faure, professeur d'histoire des religions d'Asie à l'Université de Columbia, explique au « *Soir* » que ce phénomène fondamentaliste est « issu d'une dérive du nationalisme bouddhiste. Les moines ont été le fer de lance des mouvements nationalistes qui sont apparus partout en Asie dès la fin du XIX^e



été découvertes, le véritable enjeu est celui de l'eau. Source de sept grands fleuves (Indus, Mékong, Yang-tsé, fleuve Jaune, Salouen, Brahmapoutre et Sutlej), le Tibet permet à la Chine de contrôler l'amont des eaux irriguant l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, la Birmanie, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam. « *Dans le contexte du réchauffement climatique, qui lui impose de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, Pékin a ainsi la possibilité de dévier des cours vers des zones asséchées et de se lancer dans de gigantesques projets hydroélectriques, indispensables à son développement. La Chine a d'ores et déjà fait part de son intention de tripler ses capacités en la matière d'ici à 2020, non sans alarmer les pays en aval, d'ailleurs, qui craignent une baisse du débit et de la qualité des eaux.* » (5)

Ordre féodal

Les partisans de la cause du Tibet négligent par moment d'en présenter des conditions de vie très conservatrices, qui s'appuient sur la religion. Les royaumes himalayens bouddhistes, aujourd'hui sous suprématie indienne, chinoise ou népalaise (sauf le Bouthan) se sont caractérisés par des systèmes très féodaux. Par exemple, le Mustang, au Népal, fonctionne encore se-

siècle. Les moines sont sortis du monastère pour descendre dans la rue et revendiquer un bouddhisme engagé. Ce phénomène est très important. Au Sri Lanka, les conséquences sont frappantes. Par extension nationaliste, les moines se sont identifiés à leur ethnie cinghalaise, et mènent une sorte de « guerre sainte ». D'autant plus que le Sri Lanka est un dépositaire sacré du Dharma, la loi universelle bouddhiste, loi qui peut être sauvée par la violence si nécessaire. La minorité tamoule, de confession hindoue, musulmane ou chrétienne, a alors été perçue comme l'assaillant, contre lequel il faut se défendre. Bernard Faure poursuit son analyse du nationalisme : « *Au Bhoutan, qui affiche un bouddhisme tibétain, existe indéniablement l'idée d'une suprématie ethnique. Cela a certainement poussé à l'éviction des Bhoutanais de souche népalaise. La situation en Birmanie est plus ambiguë, car la junte militaire est de culture bouddhiste, tout comme les moines qui se sont opposés à elle. Mais les enjeux communautaires méritent d'être observés, car on a eu connaissance d'incidents où des moines s'en sont pris à des musulmans. Tout comme au Tibet, où ces derniers jours, des témoins ont raconté avoir vu des Tibétains agresser des musulmans.* » (7)

Cet aspect détestable, aux antipodes de la culture humaniste, doit être combattu en ce qu'il engendre entre autres rejet, domination et violence. Pas plus que le nationalisme chinois,

le nationalisme tibétain n'est susceptible de recevoir notre adhésion.

Pour l'« autodétermination ». Mais laquelle ?

La tragédie du peuple tibétain ne fait qu'une avec la tragédie du prolétariat chinois. Ils sont les mêmes victimes de la politique capitaliste impitoyable de Pékin. Leurs intérêts sont convergents. Et des pistes s'ouvriraient sans doute dans une lutte commune contre l'oligarchie financière du Parti communiste chinois et la mise en œuvre de la solidarité entre travailleurs chinois et tibétains.

A ces pistes, on serait tenté de joindre des revendications favorables à la « liberté au Tibet » et à l'« autodétermination » des peuples. Mais de quelle liberté et de quelle autodétermination parle-t-on ? La question de la libération nationale est compliquée. Face à la discrimination, face à la destruction d'une culture et d'une communauté, les mouvements de libération nationale de toutes sortes ont tendance à créer l'illusion d'un intérêt commun de masse contre un oppresseur qui est toujours externe. L'« autodétermination » est trop souvent un slogan qui signifie en réalité l'établissement du droit des élites d'une nation donnée à exercer pouvoir et influence, tant sur le plan économique que politique, sur ceux qui seraient les sujets d'un nouvel État-nation. Or, précisément, le Tibet connaît un ordre féodal et un nationalisme qui ne demandent qu'à se maintenir.

La lutte pour un « Tibet libre » peut commencer par une lutte contre l'État policier chinois, mais elle ne s'arrête certainement pas là. L'« autodétermination » n'est pas ce nom de code pour « détermination nationale » : la vraie autodétermination, c'est l'autogestion dans l'ouverture à tous, sans distinction d'origine géographique.

Si la lutte pour la liberté religieuse, pour la liberté de s'exprimer et de s'associer est nécessaire et urgente au Tibet, elle ne mène pas pour autant à une démocratie directe, où les travailleurs coopèrent librement, où nulle élite financière ni politique n'exploite ni ne contrôle la population. Un Tibet « libre » pourrait-il s'accommoder d'un ordre féodal incarné par les moines et la classe marchande en exil ?

Le mouvement en cours au Tibet peut-il évoluer d'une lutte de libération nationale en une révolution sociale ? A ce jour, il n'y a malheureusement aucune preuve d'une telle tendance. Les expériences récentes ont par ailleurs montré que la population peut rejeter le joug d'États communistes totalitaires mais que, sans culture d'auto-organisation profondément enracinée, de tels pays se développent principalement en économies de marché plus ou moins démocratiques dirigées par les élites économiques ou se développent en économies autarciques voire en régimes non démocratiques comme on en trouve en Asie centrale.

La lutte pour un « Tibet libre » nécessite le combat contre tous les pouvoirs politiques et économiques qui réduirait à l'esclavage les Tibétains au nom d'une « indépendance » symbolique.

[Louise], avec le communiqué d'« *Alternative libertaire* » du 22 mars

- (1) « *L'Humanité* » du 26 mars
- (2) « *La Libre* » du 26 mars 2008
- (3) « *L'Humanité* » du 26 mars 2008
- (4) « *La Libre* » du 26 mars 2008
- (5) « *La Libre* » du 26 mars 2008
- (6) « *Le Soir* » du 26 mars 2008
- (7) « *Le Soir* » du 26 mars 2008

ALBANIE - UN NATIONALISME FOMENTÉ DE L'EXTÉRIEUR

Depuis quelques années, une partie de la population a été gagnée à l'idée nationaliste de « Grande Albanie », et soutient la sécession du Kosovo. La classe politique, acquise à Washington, y a beaucoup travaillé. Le nationalisme « grand-albanais » ne s'est répandu que récemment dans le pays. La brutalité passée du régime stalinien a enterré provisoirement toute idée d'émancipation sociale anticapitaliste en Albanie. Le seul progrès envisageable aux yeux des travailleuses et des travailleurs albanais est l'émigration ou la croissance capitaliste du pays.

Avec l'effondrement du système parabancaire dit des « pyramides » en 1997, l'argent des petits épargnants, ou envoyé par les émigrés-e-s pour aider leurs familles, est parti en fumée. Cette catastrophe a provoqué une révolte armée du peuple albanais, mû par un instinct de survie mais sans perspectives politiques.

À l'époque, aucune idée nationaliste ne circulait dans un peuple dont le souci premier était la survie. Les quelques tentatives pour faire naître l'idée de Grande Albanie furent

infructueuses. - Juste après la révolte de 1997, l'héritier de l'ex-roi Zog Ier est revenu à Tirana pour soutenir l'idée d'une Grande Albanie. Mais le meeting fut un échec : 500 personnes, la plupart venues pour toucher un pourboire. - La guérilla indépendantiste de l'UCK, équipée au départ d'armes récupérées pendant la révolte de 1997, n'était pas composée par des Albanais de la métropole ni des Kosovars, mais par des émigrés relativement enrichis. Les Albanais de l'intérieur avaient d'autres préoccupations.

Il n'y avait alors aucun débat sur l'indépendance du Kosovo - et a fortiori sur son rattachement à l'Albanie. L'UCK elle-même était inconnue au-delà d'une petite région frontalière du Kosovo.

100 soldats en Afghanistan

L'idée de Grande Albanie n'a été imposée que par la suite, et par en haut. Voici comment. Les États-Unis veulent exploiter le

sous-sol du Kosovo, qu'ils ont occupé après la guerre de 1999. Dans cette optique, ils ont intérêt à le voir « indépendant » de la Serbie. Mais pour cela, l'approbation de la « mère-Albanie » est un appui appréciable. Ça tombe bien, l'actuel Premier ministre albanais, Sali Berisha, est leur homme. Le chef de la droite albanaise, financée par les États-Unis, a été président de la République de 1992 à 1997, jusqu'à sa démission pendant le scandale parabancaire. L'argent de Washington l'a aidé à remporter les élections de 2005. Les États-Unis ont promis à Tirana son entrée dans l'Otan. En 2001, alors qu'elle était encore ruinée par le scandale parabancaire, l'Albanie a trouvé le moyen d'envoyer 100 soldats en Afghanistan pour satisfaire George Bush.

La propagande « grand-albanaise » a été le fait de Berisha et des Américains, relayé par le socialiste corrompu Fatos Nano. Avec un certain succès. De façon durable ? Espérons que non.

La question sociale reste le principal souci du peuple albanais.

[Achilléas, anarchiste grec d'origine albanaise]
Traduit par Yannis A. (ESE)





KOSOVO — PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES, PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES !

Suite à l'annonce de la création du nouvel Etat kosovar le 17 février, l'Anarcho-syndicaliste Initiative serbe a transmis un communiqué dont nous reprenons plusieurs passages. Le texte est disponible intégralement sur le site d'« A voix autre ».

« Derrière cette déclaration d'indépendance par les patrons et les politiciens kosovars se cache leur souhait de formaliser et de tracer des positions à partir desquelles ils peuvent exploiter la population du Kosovo de façon beaucoup plus « indépendante ». Chaque Etat, y compris le nouveau Kosovo, a maintenu le système capitaliste par la force, parce que c'est l'ultime raison de son existence. »

« Le large soutien apporté par les citoyens du Kosovo à leurs politiciens et patrons trouve son origine dans le souvenir toujours vivace du régime d'apartheid que Milosevic a poussé à ses limites durant son règne. En utilisant le mythe du Kosovo médiéval comme drogue pour la population, Milosevic a, de la façon la plus brutale, exercé la politique au service de la classe dirigeante de Serbie. Avec sa politique nationaliste dirigée contre les Albanais, Milosevic a été capable de détourner l'attention de l'émergence de problèmes sociaux, qui commençaient à menacer sérieusement la bureaucratie socialiste de l'ex-République socialiste fédérale de Yougoslavie. Nous nous souvenons de sa lutte brutale contre les travailleurs et étudiants albanais mais aussi ses crimes perpétrés contre les civils albanais, les reléguant à des citoyens de seconde zone. Aujourd'hui, les patrons et les politiciens serbes souhaitent répéter ce mauvais tour et, invulnérables, poursuivre leur vol et privatisation, en nous rendant tous fous avec leurs contes sans fin à propos du Kosovo. »

« Aujourd'hui, les USA ont trouvé, dans la classe dirigeante du Kosovo, des serviteurs sur lesquels elle peut, manifestement, s'appuyer solidement. Et tandis que les politiciens albanais excitent la population par des discours où il est question de se libérer des griffes de l'Etat serbe, ils placent en fait les Albanais sous une nouvelle bride contrôlée par les tenants du pouvoir occidental. En ce sens, il n'est pas possible de mettre en doute le caractère OTAN

du nouvel Etat kosovar. (...) Il apparaît clairement que la présence de troupes de l'OTAN au Kosovo est l'un des principaux préalables à l'« indépendance » du Kosovo. Précisément, dans ce contexte, il est important de suivre le développement de l'Etat kosovar, qui devient l'un des plus importants satellites des USA et de l'Union européenne dans les Balkans. »

« Un autre facteur important qui doit être pris en considération si nous voulons saisir la situation dans son ensemble, c'est sans aucun doute le rôle de l'impérialisme russe. En défendant ses intérêts au niveau international, la Russie a trouvé dans l'épisode du Kosovo une occasion idéale de se lever contre le bloc de l'Union européenne et des Etats-Unis, ainsi qu'une occasion de renforcer ses positions dans les Balkans. En prenant en considération la constellation actuelle du pouvoir sur la scène parlementaire serbe, il ne serait pas étrange si l'équipe de Medvedev-Poutine réalisait quelque chose que Staline et l'impérialisme soviétique n'ont pas réussi à faire il y a cinquante ans. L'approche agressive de sociétés russes en Serbie, subornant des sociétés stratégiques comme l'Industrie pétrolière de Serbie (Naftne industrije Srbije - NIS), la construction d'importants gazoducs à travers la Serbie en réponse au gazoduc qui est sous le contrôle de l'Ouest, expriment clairement les intentions russes. D'autre part, cela nous confirme qu'il y a des forces très sérieuses au sein de la classe dirigeante serbe qui travaillent pour les intérêts russes et qui préféreraient voir la Serbie comme satellite de la Russie plutôt que comme satellite des Etats-Unis. »

« Le Kosovo est aujourd'hui un Etat dans lequel plus de 50 % de la population est au chômage. Et la pratique de la contrebande, les dons étrangers et l'aide des parents vivant dans d'autres pays constitue le mode principal de survie pour la population. Le temps montrera que la colère des travailleurs du Kosovo, causée par leurs conditions de vie horribles, se retournera très vite contre les détenteurs du pouvoir après une diminution de l'hystérie engendrée par l'« indépendance » fraîchement gagnée. C'est par des patrons et politiciens albanais que cette colère a été dirigée contre l'Etat serbe et ce fait n'est que temporairement dissimulé sous le tapis par les promesses d'une vie meilleure dans un

nouvel Etat. L'histoire confirmera de nouveau que les Etats n'ont jamais résolu de problèmes pour la classe ouvrière, mais en ont seulement créé. »

« Lorsqu'elle parle de la proclamation de l'Etat kosovar, la classe dirigeante serbe répète très souvent l'expression « le vol de 15 % de notre territoire ». Nous posons la question : « Qu'est-ce qui est « notre territoire » ? » Quiconque a une vision claire comprend que quand les politiciens parlent de « notre territoire », ils parlent du territoire où l'Etat serbe peut recueillir les impôts des travailleurs. Ce même argent est ensuite empoché par les criminels au pouvoir. Pour la classe ouvrière, il n'est aucunement question de « notre » ou de « leur » territoire. Le monde entier est notre patrie. »

« Les effets négatifs de ces événements en Serbie sont déjà visibles : le musèlement de toute voix qui met en doute la politique menée contre le Kosovo dans les intérêts de la classe dirigeante serbe ; et l'introduction d'une loi qui signifie l'interdiction par la police de tous les rassemblements qui ne sont pas directement ou indirectement organisés par les structures dirigeantes. Néanmoins, ces interdictions ouvrent un espace pour les forces libérales bourgeoises qui marquent des points sur le compte de l'autoritarisme du régime, en se présentant comme des victimes poursuivies en raison de leur caractère progressiste supposé. »

« Il est actuellement de la plus haute importance de renforcer les relations existantes entre les travailleurs libertaires de Serbie et du Kosovo, comme de tous les Balkans, et de présenter une alternative claire à l'impérialisme américain et russe. C'est seulement en nous organisant en syndicats forts, révolutionnaires et non hiérarchiques, prêts à porter une lutte dure contre les patrons et les politiciens, que nous pourrions arriver à la formation d'un tel bloc. En luttant sur nos lieux de travail pour de meilleures conditions de vie et de travail, en radicalisant la situation et en augmentant la tension, nous pouvons créer les bases d'un mouvement capable d'aboutir à une société digne d'être humains. »

KOSOVO - ENCORE UN PROTECTORAT POUR L'OTAN

Chaque fois qu'un nouveau petit Etat éclot dans les Balkans, c'est en adéquation avec les appétits des capitalistes de l'Ouest... et c'est au risque de mettre le feu aux poudres du pays voisin. La proclamation d'indépendance du Kosovo est le dernier avatar des nationalismes qui déchirent la péninsule balkanique depuis le début des années 1990.

La « communauté internationale » — ainsi que les Etats-Unis et l'Union européenne ont pris l'habitude de s'auto-intituler — a encouragé ce processus d'indépendance. Malgré les accords de paix de 1999 qui qualifiaient le Kosovo de « partie inséparable de la Serbie », ils jugent maintenant la scission « inévitable » à cause de la tension permanente entre les Albanais et les Serbes du Kosovo. Cette position est reçue favorablement par une opinion publique qui croit que la Serbie est l'unique monstre des Balkans, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Pourtant, la réalité balkanique est beaucoup moins simple. Cela fait vingt ans maintenant que les puissances occidentales redessinent la péninsule à leur guise, en traçant de nouvelles frontières avec le sang des peuples. En 1991 et 1992, les Etats occidentaux ont encouragé la Slovénie et la Croatie à proclamer leur indépendance, lançant un engrenage fatal.

Drapeaux américains

L'Otan sème des tensions ethniques pour récolter des protectorats. Chaque fois qu'un nouveau petit Etat éclot dans les Balkans, sous les applaudissements des pays de l'Ouest, une grande partie de son tissu productif tombe entre les mains du capital occidental. Nous ne pouvons oublier que ce Kosovo, où les Albanais ont salué l'indépendance en agitant des drapeaux américains, est riche en or, en bauxites, en lignite et en nickel.

Quelques kilomètres plus loin, la Macédoine résiste à la pression diplomatique de l'Etat grec, qui lui conteste le droit d'utiliser ce nom. Dans le même temps, le capital grec a mis la main sur les grandes mines du pays.

Le problème, c'est que la « question ethnique » est sans fin dans cette mosaïque de peuples que sont les Balkans. Depuis l'Empire ottoman, des Slaves, des Albanais, des grecophones, des Tziganes, des Turcs et des Valaques y ont toujours vécu mêlés. À tel point que, s'il est périlleux d'y distinguer des « nations », il est aisé d'y créer des revendications « ethniques ». Depuis les guerres balkaniques de 1909-1913, ce sont souvent les Eglises qui servent de tambours de guerre. En effet, il peut naître des « nations à libérer » pour chacune des variantes religieuses dont les Balkans sont truffés : catholicisme, islam, coptes, orthodoxie (elle-même divisée entre ses nuances bulgare, grecque ou serbe...). C'est sans fin.

Prochaine étape : la Macédoine ou la Bosnie ?

Le prochain chapitre est d'ailleurs déjà prêt à être écrit. Les Albanais de Tetovo, en Macédoine, ont commencé à revendiquer leur autonomie et à réveiller le projet de « Grande Albanie » incluant le Kosovo. Le gouvernement grec favorise cette revendication, pour déstabiliser le petit Etat macédonien. En même temps, le projet de la « Grande Albanie » est l'épouvantail dont se servent les nationalistes grecs pour chasser les immigrés albanais. Les Serbes de Bosnie cherchent aussi une raison pour faire sécession, et l'évolution du Kosovo leur donne des arguments. Personne ne peut garantir que ces nouvelles revendications ne déboucheront pas sur de nouvelles rivières de sang et de nouvelles « épurations ethniques. » Mais ceci est un détail pour les impérialistes étrangers.

À cette catastrophe permanente que constituent les nationalismes, il existe toujours une alternative : la Confédération des peuples balkaniques, que les révolutionnaires du XIXe siècle voulaient substituer à la domination ottomane. Ce projet, qui s'oppose tant au délire nationaliste qu'aux appétits impérialistes, peut plus que jamais être l'idée à même de stopper les guerres, les haines et les épurations qui menacent toujours les Balkans... Espérons donc que l'heure viendra où la colère sociale remplacera les haines nationales.

[Yannis Androulidakis (ESE, organisation anarcho-syndicaliste grecque)]

BELGIQUE - ETAT DES LIEUX DE L'EXTRÊME DROITE FRANCOPHONE

Ces derniers mois, les représentants incarnés de l'extrême droite belge francophone ont encore attiré l'attention sur eux. La « guerre des clans » qui a fait exploser le Front national de Daniel Férét, en septembre dernier, a été au coeur de l'actualité. Mais le FN n'est pas le seul à s'agiter dans le paysage nationaliste, populiste et xénophobe. D'autres « fronts nationaux », mouvements et organisations, politiques ou politico-religieux, ainsi que des librairies et des maisons d'éditions confidentielles, en sont également les acteurs. Voici la radioscopie de ce paysage, proposée par Résistances.be.

Partis politiques électorales

Avant 1985, l'extrême droite belge francophone était totalement morcelée : divers groupuscules en rivalité les avec les autres animaient alors la « scène nationaliste ». Il y avait le Parti des forces nouvelles (PFN), issu du Front de la jeunesse, une organisation néofasciste née en 1974 à l'Université de Liège et soutenue par Le Nouvel Europe magazine d'Emile Lecerf, un ex-membre de l'association culturelle de la SS nazie. Il y avait aussi le Mouvement social nationaliste (MSN), l'Europese partij — Parti européen (Epe), l'Union pour une nouvelle démocratie (UND), le Parti libéral chrétien (PLC, fondé par les radicaux de l'ex-Cépic, l'aile droite du Parti social-chrétien)...

En 1985, un ancien membre du Parti pour la Liberté et le Progrès (PLP, l'ancêtre de l'actuel Mouvement réformateur), Daniel Férét, met sur pied en Belgique le Front national (FN), influencé par le récent succès du parti homonyme conduit en France par Jean-Marie Le Pen. Grâce à la création de ce FN, dont le label est un gage de succès, Daniel Férét va prendre le leadership de l'extrême droite électorale francophone. Bénéficiant de l'adhésion, par vagues successives, de plusieurs groupuscules de l'époque (Epe, PFN, PLC, UND, MSN...), de l'arrivée de transfuges en provenance de partis politiques de droite (UDRT, PRL et PSC) et d'importants succès électoraux (entre 1989 et 1995), le docteur Daniel Férét va cependant freiner, pour d'étranges raisons, le développement du Front national. Depuis lors, le FN belge s'est totalement folklorisé par ses nombreuses crises internes, tentatives de putsch anti-Férét et créations d'autres « fronts nationaux ». En 1995-96, il y eut par exemple la fondation du Front nouveau de Belgique (FNB), en 2005, l'apparition de Force nationale (FNationale)...

Suite à une longue opération interne visant à destituer Daniel Férét de son poste de « président à vie », il y a aujourd'hui deux clans qui se disputent le nom du Front national. En effet, en septembre 2007, les « réformateurs » du Front national, conduits par le sénateur Michel Delacroix et le secrétaire général frontiste Patrick Sessler (un ancien cadre du PFN néonazi et négationniste), prenaient le pouvoir du bureau politique de ce parti de « droite nationale ». Ils ont depuis exclu Daniel Férét et plusieurs de ses partisans. Néanmoins, ces

derniers proclament qu'ils sont toujours les propriétaires légaux du FN. Mais en réalité, seule une infime minorité du parti s'est regroupée autour de Férét, du député fédéral Patrick Cocriamont, de son « éminence grise » Daniel Leskens (deux ex-nervis du Front de la jeunesse) et d'un jeune conseiller communal wallon, Salvator Nicotra, qui anime dans sa commune le « Front national fleurusien ». L'« autre FN » semble quant à lui avoir pu récupérer la majorité des derniers mandataires et militants. Sa direction est en effet constituée de tous les députés wallons frontistes, de son sénateur Michel Delacroix et de son nouveau député bruxellois, Patrick Sessler (en remplacement d'un député du FN-Féret décédé récemment). Les autorités judiciaires en charge des multiples dossiers ouverts à l'encontre du Front national, de Daniel Férét et de son entourage donnent aujourd'hui raison au clan des « réformateurs du FN ». Cependant, Daniel Férét et « sa bande » continuent à se revendiquer du frontisme.

Le FN-Delacroix-Sessler poursuit pour sa part la « reconstruction » du parti pour en faire « une grande formation de droite nationale et populiste » (selon sa Newsletter n°5, datée du 16 mars 2008). Il précisait encore dans un des derniers éditoriaux de son site Internet : « Il s'agit maintenant de créer un Front National moderne, structuré, organisé et efficace dont l'ambition est d'occuper la place importante qui lui revient dans notre paysage politique ». Pour la bonne et simple raison, selon eux que « le temps est venu de rassembler les forces vives, d'où qu'elles viennent, pour créer le grand parti de droite nationale et populiste que les Wallons et les Bruxellois méritent ». Le FN de Michel Delacroix et de Patrick Sessler est aussi à l'initiative, en avril 2007, du Comité belge de soutien à Jean-Marie Le Pen (CBSJMLP), présidé par l'ancien président-fondateur de Belgique & Chrétienté (voir plus bas).

Depuis l'exclusion de Daniel Férét du FN, le Front nouveau de Belgique, fondé en 1995-96 par Marguerite Bastien, une députée fédérale frontiste de l'époque, a décidé d'arrêter pour le moment ses activités politiques. Il a rejoint le nouveau Front national. Son journal mensuel, Le Bastion, est d'ailleurs devenu, au début de ce mois de mars, l'organe de presse officiel du parti de Delacroix-Sessler.

Quant à Force nationale (FNationale), ce FN est en totale décrépitude. Formé en 2005 par des anciens du parti de Férét, dont le sénateur Francis Detraux qui en deviendra le président, et des membres du Bloc national (un parti n'ayant existé que quelques mois), la FNationale se présente aux élections communales de 2006, et y engrange des scores ridicules en général, mais quelques élus communaux et deux conseillers provinciaux. Parmi eux : le secrétaire politique du parti, Juan Lemmens, un ex-député régional bruxellois du Front national (entre 1995 et 1999). Lemmens siège depuis au Conseil provincial du Brabant wallon. A l'heure actuelle, ce parti d'extrême droite ne fait plus parler de lui et son président prépare son adhésion au nouveau FN. Pour sa part, afin de rebondir

sur l'échiquier électoral, Juan Lemmens a le projet de lancer aux prochaines élections régionales (en juin 2009) des listes « Bruxelles d'abord » dans la capitale et « Wallons d'abord » en Région wallonne. Le syndrome de la folie des grandeurs ? Certainement...

Il existe encore un dernier « Front » : le Front des Bruxellois (FDB), également actif sous le nom de Front démocratique bruxellois. Implanté uniquement à Bruxelles, même s'il eut l'ambition de fonder un Front des Wallons, le FDB est mené par Paul Arku. Provenant des rangs du Vlaams Belang, il adhère avec Patrick Sessler au FN de Férét en 2004. Ce qui lui permet de se faire élire député bruxellois aux dernières élections régionales. Après des conflits internes, habituels au FN, il claque la porte du parti, garde son mandat politique et participe d'abord à la création de Force nationale, puis crée pour finir, à la veille des élections communales d'octobre 2006, le Front des Bruxellois. Malgré ses déclarations enthousiastes, ces élections sont pour ce Front un échec cuisant. Depuis, Paul Arku — qui reste député au Parlement bruxellois —, est de plus en plus discret.

Résumons maintenant la situation des « Front nationaux ». Ils sont au nombre de cinq : le FN-Delacroix-Sessler (majoritaire et propriétaire légal du sigle), le FN-Féret (minoritaire, totalement marginalisé, groupusculaire et embourbé dans les nombreuses affaires judiciaires qui éclaboussent son « président à vie »), le Front nouveau de Belgique (FNB, qui a fusionné avec le nouveau FN, sous la forme d'une tendance interne), Force nationale (FNationale, de plus en plus fantomatique) et enfin le Front des Bruxellois (qui reste de nos jours toujours en hibernation). Le portrait de cette extrême droite électorale reste donc des plus chaotiques. Pire pour elle : le « Waterloo électoral » qu'a subi Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle française, au printemps dernier, pourrait aussi constituer une onde de choc négative, au niveau électoral, pour les frontistes belges, comme le confirment d'ailleurs les derniers sondages.

Mouvements d'action politique et groupes de pression

Dans l'ombre des formations politiques électorales d'extrême droite francophone, il subsiste de petits mouvements, pour la plupart groupusculaires. Ils agissent lors d'actions politiques ou culturelles confidentielles. Certains de ces mouvements et groupes sont proches — ou l'ont été — de l'un ou l'autre « front national ». Ils regroupent le plus souvent des individus caractérisés par leur propension à la dérive de l'élitisme. Posture bien connue de ceux qui affirment proposer l'« unique et la meilleure stratégie » pour sortir les nationalistes poujadistes et xénophobes ou les identitaires orthodoxes de leur marginalisation. Pour eux, c'est l'histoire qui leur donnera raison...

Suite de l'article en p. 4



Suite de l'article «Belgique - Etat des lieux de l'extrême droite francophone» de la p. 3

Pour l'heure, ils se replient sur des positions ultra droitistes, voire même de type ultra gauchistes, au sens où ils critiquent sans cesse la normalisation des « réformistes » de leur propre camp politique, tout en se « minorisant » encore d'avantage, comme si le réductionnisme les satisfaisait finalement. La « résistance au changement » est une de leurs caractéristiques.

Fondé en 1999 par des dissidents du FN et du FNB, le mouvement Nation est le prototype de cette tendance minoritaire de l'extrême droite. Rejetant la « droite nationale », celle des FN, il préconise un corpus « nationaliste-révolutionnaire », connu aussi sous ses initiales « NR ». La stratégie NR contemporaine a pour principal théoricien feu François Duprat [1]. Malgré ses discours « révolutionnaires » (dont le but est d'attirer des jeunes en rébellion contre le système), Nation a récupéré - il y a peu de temps encore - le président-fondateur de l'éphémère UMP-Belgique. Cette UMP belge se revendiquait alors ouvertement de Nicolas Sarkozy et de son programme ultra libéral. Autre élément pouvant faire douter de la nature « révolutionnaire » de Nation : sa militance commune avec les contre-révolutionnaires de Belgique & Chrétienté (B&C). Née à Liège en 1989, cette association anime effectivement une nébuleuse national-catholique connue pour son combat contre les « forces subversives » visant à déstabiliser l'« Europe chrétienne », selon des « théories du complot », si chères jadis à Henry Coston, un écrivain obsessionnel du « complot judéo-maçonnique ». B&C n'aime vraiment pas le désordre, raison pour laquelle elle préfère ceux qui défendent l'Ordre nouveau [2]. Belgique & Chrétienté et Nation participent ensemble aux activités de la mouvance dite « identitaire ». Avec le Front nouveau de Belgique (FNB), cette mouvance a tenté - ces dernières années - de proposer une alternative électorale au FN fétériste. Sans succès. Les chances électorales des « Identitaires » sont de plus en plus compromises depuis la fusion organique du FN avec le nouveau Front national.

Dans cette mouvance, on retrouve également, active depuis 2000, la « bannière wallonne » de l'association européenne Terre & Peuple (T&P). Basée près de Lyon, T&P se singularise par son approche racialisée. Elle préconise en effet une Europe des peuples ethniquement purs contre le « cosmopolitisme ». Le racisme biologique, avec T&P, n'est dès lors jamais très loin...

La bannière wallonne de Terre & Peuple, également proches des radicaux du mouvement nationaliste flamand (comme le Voorpost), est constituée en grande partie d'activistes de la mouvance identitaire. Le député fédéral Front national Patrick Cocriamont et son assistant parlementaire Daniel Leskens, tous deux restés fidèles à Daniel Féret, sont adeptes de ce groupe néopaien. Derrière T&P-Wallonie, se trouve encore, depuis 2005, Renaissance sociale (RS), une association caritative « identitaire » active de façon aléatoire à Charleroi. Mais depuis que des mouvements de défense des victimes de la crise économique se sont mobilisés contre elle, RS a dû plier bagages. Pour devenir désormais quasi clandestine...

Le pôle intellectuel de la mouvance identitaire est quant à lui à la charge du publiciste néo-droitiste Robert Steuckers et de son cercle personnel, le réseau Synergies européennes. Dans les années 1980-1990, M. Steuckers était l'idéologue le plus en vue des nationalistes purs et durs, notamment ceux du Parti des forces nouvelles. Son CV militant mentionne qu'il provient des directions française et belge du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece), l'organisme fondateur de la Nouvelle Droite. Il fut l'un des piliers du Grece-Belgique, alors présidé par l'actuel dirigeant de la bannière wallonne de Terre & Peuple. Cet intellectuel de l'ombre a également milité, fin des années 1970, au sein du Front nationaliste populaire (FNP), conduit par feu Jean-Robert Debbaudt, bras droit à cette époque de l'ex-SS wallon Léon Degrelle et futur membre du Vlaams Blok puis, finalement, cadre du mouvement Nation.

Dans cette mouvance, il faut encore signaler la présence du collectif Papa, maman et moi. Fondé par le président Belgique & Chrétienté, Alain Escada, son objectif est de lutter pour la défense bec et ongles des valeurs morales de l'Europe chrétienne. Ce collectif propose, ici et là, différentes manifestations publiques. Le service d'ordre « militarisé » de ces dernières est en général sous la responsabilité de Jeune Nation, la structure regroupant les jeunes militants du mouvement Nation.

Autre « création » d'Escada : l'Alliance pour la souveraineté nationale (ASN). Lancée en 2005, l'ASN s'est donné pour but « de coordonner une campagne d'opposition à la Constitution européenne et à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ». Pour cette alliance, la « Constitution européenne est anti-chrétienne et anti-patriote ». Depuis son apparition, sa présence sur le terrain est restée extrêmement limitée. L'ASN n'est qu'un gadget organique utilisé à de rares occasions. Comme le furent beaucoup d'autres initiatives folkloriques d'Alain Escada, tel les ambitieux Groupes de jeunes polémistes nationalistes (GJPN) qui promettaient de déstabiliser le monde politique traditionnel, rien de moins ! A part l'une ou l'autre apparition furtive, les GJPN sont restés à leur état végétal.

Dans la catégorie groupe de pression, il faut encore ranger le cercle Vision historique objective (VHO). Implanté dans une communauté ixelloise religieuse intégriste, proche du lefebvrisme (voir ci-dessous), VHO est le pseudopode francophone

du cercle Vrij historisch onderzoek (initiales identiques). Ce dernier apparaît au début des années 1980 à Anvers dans la mouvance commune au Vlaamse militanten orde (VMO, néonazi) et au Vlaams Blok (VB). Son principal objectif : la réhabilitation du régime nazi. Sa méthode : la négation du génocide qu'il a commis durant la Deuxième Guerre mondiale. Depuis l'apogée électorale du VB (en 1991), la fin des années d'or de l'activisme de rue de l'extrême droite et le vote de la loi anti-négationniste (en 1995), le cercle VHO est devenu une véritable secte politique.

Officiellement, seul le journal français Rivalor ose encore prendre sa défense publiquement dans ses colonnes. Officieusement, un réseau de solidarité nationaliste existe à l'égard des deux derniers dirigeants (et militants ?) de VHO qui sont très régulièrement poursuivis devant les tribunaux. L'un de ceux-ci est le français Vincent Reynouard, exilé à Bruxelles depuis ses ennuis judiciaires outre-Quévrain. A l'agenda judiciaire : le début du procès de ce dernier et donc de la branche francophone de VHO. Reynouard est également le fondateur du Mouvement de combat Saint-Michel (voir catégorie suivante).

Au sein de l'extrême droite francophone, il existe un mouvement d'action politique entièrement au service du Vlaams Belang. C'est l'Alliance bruxelloise contre le déclin (ABCD). Inconnue du grand public, cette alliance portait auparavant le nom de Rassemblement pour le renouveau (RPR), lui-même formé sur les ruines du groupe Bruxelles-Identité-Sécurité (BIS). Le BIS avait alors été fondé par plusieurs des actuels dirigeants de la mouvance identitaire. Le principal responsable du BIS et maintenant de l'ABCD provient du Front national de Daniel Féret et avant ça du Parti des forces nouvelles (PFN). L'ABCD distribue, en général avant des élections, des tracts de type poujadiste qui ne font qu'indirectement référence au VB. La tentative de former, depuis maintenant plus de 10 ans, une structure francophone efficace en faveur de ce parti nationaliste flamand est un total échec. En plus de l'ABCD, un journal du Vlaams Belang, Vérités bruxelloises, est édité en français par l'association des Amis de Johan Demol, du nom de son leader bruxellois. Il faut savoir que Demol est aujourd'hui la proie de nombreuses critiques au sein même de son parti d'adoption. Effectivement, la direction du VB-Brussel est actuellement traversée par une importante « guerre des clans », dont Johan Demol pourrait être le fusible qui sautera pour sauver les meubles.

Mouvements d'action politico-religieux

L'association Belgique & Chrétienté a déjà été évoquée dans notre radioscopie de l'extrême droite francophone. B&C provient d'un milieu politico-religieux intégriste où se retrouvaient notamment une série de petits cercles patriotiques, belgicains et régressifs : Mouvement Dynastique (fondé en 1962), Rassemblement des patriotes (scission en 1989 du précédent), le lobby anti-IVG Pro Vita (fondé en 1973)... Ce milieu a apporté à plusieurs reprises un appui, direct ou indirect, au Front national et/ou au Front nouveau de Belgique.

Les quelques cadres de l'association B&C sont très liés à la branche belge de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX). Apparue en 1971, elle est depuis lors implantée à Bruxelles, Gand, Anvers et Namur. La FSSPX est le mouvement religieux international de feu monseigneur Marcel Lefebvre, exclu de l'Eglise catholique par les autorités papales en 1988. Cette « église parallèle » traditionaliste voue un culte de la personnalité au maréchal Pétain et exploite les théories étatiques de Charles Maurras, le théoricien du « nationalisme intégral » et de l'« antisémitisme d'Etat », pour galvaniser ses troupes. En 1985, un des chefs de la FSSPX, par ailleurs magistrat militaire, apporta ses conseils stratégiques au docteur Daniel Féret. Le fils de ce magistrat intégriste deviendra par ailleurs l'un des députés du FN en 1991. Plusieurs élus frontistes provenaient il y a peu de temps encore de la FSSPX. Actuellement, celle-ci se fait de plus en plus discrète sur ses liens avec l'ultra droite fascisante. Il faut savoir que les connexions avec B&C ne sont pas du goût de tous les membres de cette « fraternité ».

Le président de B&C, Alain Escada, est également très proche de l'Institut français Civitas, lié aux lefebvristes. Actif en France, cet organisme bénéficie néanmoins de contacts en Belgique. Alain Escada en personne dirige par exemple France jeunesse Civitas, la section juvénile de cet institut catholique de formation idéologique et de propagande. L'objectif de Civitas est de rassembler « des laïcs catholiques engagés dans l'instauration de la Royauté sociale du Christ sur les nations et les peuples », d'après sa notice de présentation. Civitas prône l'établissement d'une « Cité catholique », concept étatique religieux théorisé par Jean Ousset, collaborateur pronazi durant l'occupation allemande de la France (1940-1944), fondateur et dirigeant de l'organisation la Cité Catholique, ancêtre de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de monseigneur Marcel Lefebvre.

Des activistes de cette mouvance politico-religieuse catholique d'extrême droite fréquentent aussi parfois d'autres courants orthodoxes de l'Eglise, comme les Légionnaires du Christ et l'Opus Dei. Par ailleurs, une mouvance néopaienne nationaliste et raciste est aussi présente au cœur de l'extrême droite. Mais elle semble aujourd'hui affaiblie par le renouveau intégriste catholique.

Dans la catégorie « mouvements politico-religieux », il faut encore signaler l'existence du Mouvement de combat Saint-Michel. Cette structure politique a été mise en place en 2005

par Vincent Reynouard (ancien cadre du PNFE, un groupuscule français néonazi, et leader de VHO : revoir plus haut) et un certain Jean-Jacques Stormay, qui lui milite en France. La raison de sa fondation fait suite au « constat [de l'échec de la voie démocratique et parlementaire suivie jusqu'ici par la droite nationale] », selon son manifeste. Le Mouvement de combat Saint-Michel adopte une orientation idéologique officiellement basée sur le « national-socialisme », le « révisionnisme » (c'est-à-dire le négationnisme des crimes nazis) et le « catholicisme traditionaliste » (en particulier celui proche de la FSSPX). Sur le site Internet de VHO, les opuscules du mouvement de Reynouard et Stormay sont vendus par correspondance. En 2004, Jean-Jacques Stormay avait déjà écrit une petite brochure (de 14 pages) : « La démocratie est radicalement incompatible avec la pensée de droite ». Tout un programme... pour ces obsessionnels nostalgiques de la croix chrétienne... façon gammée.

Que conclure de cette radioscopie ?

Cet état des lieux de la « galaxie » de l'extrême droite francophone prouve une fois de plus que la « jungle nationaliste » est constituée de nombreuses structures en concurrence les unes avec les autres. Entièrement divisée par des éternelles « guerres de clans » endogènes, cette galaxie politique n'a pas réussi, dans les années 1990, à se fédérer en un seul « front national », ce qui lui aurait certainement permis à l'époque de se développer comme le Vlaams Blok / Belang en Flandre.

Aujourd'hui, l'unité des adeptes de l'Ordre nouveau n'est toujours pas à l'agenda, et pour cause. Mais de toute manière, la fin des guéguerres intestines entre nationalistes et identitaires ne signifierait nullement un essor électoral. En effet, aux dernières élections, en Belgique, comme en France, on a pu observer un reflux important du vote protestataire habituellement en faveur des partis de l'ultra droite nationaliste. L'heure de la fin du frontisme et du Vbisme a-t-elle sonné ? C'est bien possible. Il faudrait alors se poser la question de savoir pour qui voteront leurs anciens électeurs.

[MANUEL ABRAMOWICZ] pour l'agence de presse antifasciste Résistances.be

Rendez-vous sur le site, pour lire l'intégralité de l'article et notamment son chapitre consacré aux « Librairies, éditions, revues et sites Internet » de l'extrême droite francophone belge <http://www.resistance.be>

[1] François Duprat : Idéologue des néofascistes et autres néonazis négationnistes, il devient dans les années 1970, le dirigeant du courant radical du Front national français de Jean-Marie Le Pen. Son courant s'était doté de sa propre structure : les Groupes nationalistes-révolutionnaires de base (GNR). En Belgique, plusieurs organisations se sont revendiquées de Duprat. Une édition belge des Cahiers européens, l'un de ses journaux, existait au milieu des années 1970. C'est un réseau national-catholique intégriste néonazi qui se chargeait alors de la réalisation des Cahiers européens-Belgique.

[2] Le 9 septembre 2000, le mouvement Nation a organisé à Bruxelles un meeting intitulé « Pour un Ordre Nouveau ». Y participaient : des dirigeants de l'extrême droite allemande (du NPD néonazi), française (du Gud, un groupe étudiant néofasciste) et serbe (du Parti radical, ultra nationaliste, comptant dans ses rangs des criminels de guerre).

L'ANCIEN PATRON DU PORT D'ANVERS, NOUVEAU CHEF DU VLAAMS BELANG

Le Vlaams Belang a un nouveau président : Bruno Valkeniers, l'ancien patron du port d'Anvers. Il fait l'unanimité à l'intérieur du VB. Mais il vise le rassemblement des droites flamandes. Et peut compter sur des soutiens chez les hauts patrons néerlandophones.

Valkeniers se dit favorable à un large front flamand. Il estime ainsi qu'« il y a de la place dans son parti pour différentes tendances, tant pour la ligne dite dure que pour d'autres orientations au sein du Vlaams Belang ».

Bruno Valkeniers a occupé la fonction de directeur commercial de Hesse-Noord Natie de 1980 à début 2006. Après 2002, il a aussi dirigé le bureau de conseil maritime Faconsult. C'est en juin 2006 qu'il fait officiellement son entrée en politique au sein du Vlaams Belang. Sa présence confirme les orientations libérales dures du VB et souligne une nouvelle fois que le parti d'extrême droite ne séduit pas seulement dans les couches de la population « économiquement fragilisée ».

Valkeniers le fédérateur ou les nouvelles tentacules du VB

La candidature de Valkeniers permettra peut-être d'apaiser les tensions internes qui opposent actuellement les clans Vanhecke-Morel et De Winter-Annemans. En effet, tant Filip Dewinter que Gerolf Annemans sont favorables à l'ancien manager portuaire. (1)

Si Bruno Valkeniers peut rassembler au sein du VB autour de sa personne, ses objectifs sont plus larges et... d'autant plus inquiétants. Le futur chef du VB ambitionne en effet de créer une « Forza Flandria », qui fédérerait toutes les forces nationalistes et de droite en Flandre. On l'en croit capable car il a tissé de nombreux liens dans le mouvement flamand. Bruno Valkeniers a été actif au sein de l'association estudiantine catholique flamande (KVHV, Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond) et il a cofondé en 1976 de l'Association des étudiants nationalistes (NSV) (2). Ces deux corporations étudiantes comptent d'anciens membres au sein de différents partis néerlandophones (comme Bart De Wever de la NVA) et « dans le monde des entreprises, et aux plus hauts des niveaux », d'après le discours que Valkeniers lui-même a tenu à l'occasion des 30 ans du NSV.

Plus récemment, en 2005-2006, il a présidé l'« Algemeen Nederlands Zangverbond », dont le but est de promouvoir le chant flamand.

Qui pis est, dans son nouveau rôle, Valkeniers pourra sans doute compter sur des forces vives économiques et politiques. Il a fait partie vers 2006 du groupe de réflexion « In de Warande », auteur d'un manifeste en faveur de l'indépendance de la Flandre (3). Il est fort à craindre que cet ancien patron fasse profiter le VB de ces contacts dans le monde du commerce. Et il y a des risques que sa seule présence aux manettes du parti nationaliste attire le soutien moral ou financier d'autres hauts patrons, que son discours ultra-libéral pourrait charmer.

Enfin, Valkeniers peut offrir au VB un nouveau visage, plus « respectable » que celui des violents qui peuplent le parti. De quoi engranger des votes et doper un peu le VB face à la concurrence des populistes flamandants de la Lijst Dedecker.

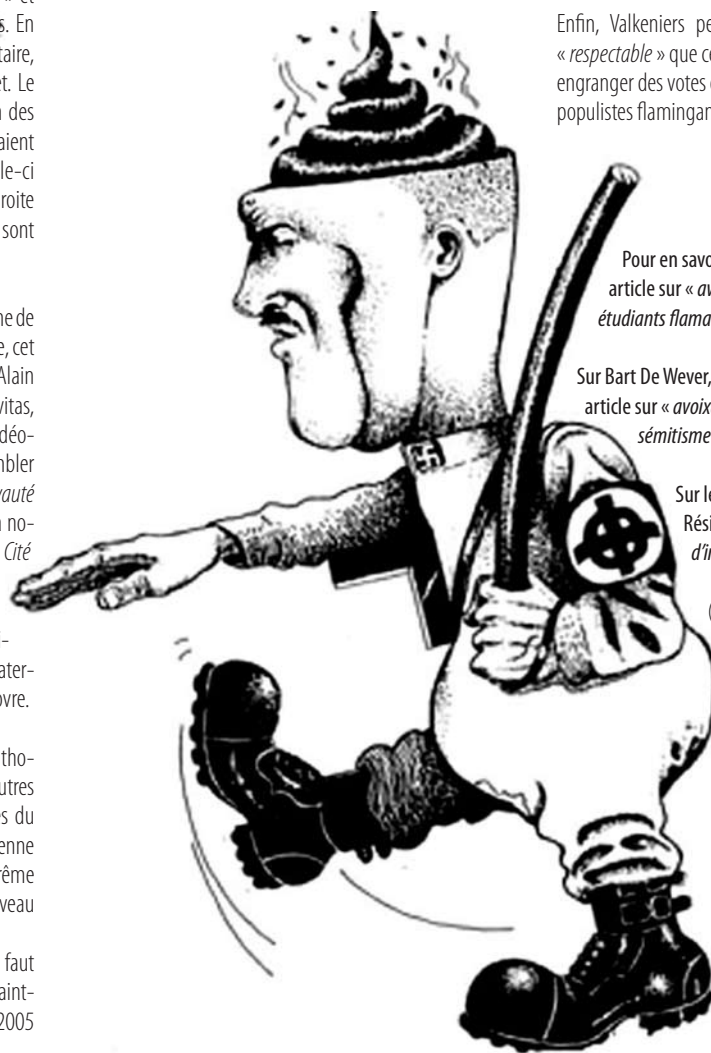
[Lou]

Pour en savoir plus sur le KVHV : lire entre autres notre article sur « avoixautre.be » : « Folklore nationaliste chez les étudiants flamands du KVHV »

Sur Bart De Wever, également membre du KVHV : lire notre article sur « avoixautre.be » : « Nationalisme flamand et antisémitisme »

Sur les conflits au sein du VB : lire l'article de Résistances.be : « Le Vlaams Belang en voie d'implosion ? »

- (1) « L'Echo » du 10/01/08
- (2) « L'Echo » du 13/01/08
- (3) Ibidem





BANQUIERS SAUVÉS, DROITS HUMAINS SACRIFIÉS

Par le hasard des nombres, l'économie nous livre parfois des raccourcis saisissants. Derrière le théâtre d'ombres animé par les zélés serviteurs de la mondialisation néolibérale, la réalité crue des coulisses apparaît à travers la publication récente de deux statistiques internationales.

D'une part, 100 milliards de dollars est approximativement le montant de l'aide publique au développement (APD) distribuée en 2007 par les pays riches. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), cette aide a baissé de 8,4%, à 103,7 milliards de dollars exactement. La tendance à la baisse est importante car elle révèle le fiasco des engagements internationaux.

Pas un sommet des huit pays les plus industrialisés, le G8, ne s'achève sans une promesse d'accroître l'APD, plus particulièrement à destination de l'Afrique, le continent le plus touché par la misère. Depuis 1970, les pays riches ont promis de la porter à 0,7% de leur revenu national brut (RNB). Ce chiffre n'est actuellement atteint que par 5 pays : Norvège, Suède, Luxembourg, Danemark et Pays-Bas. En queue de peloton, les Etats-Unis, avec un chiffre de 0,16%...

D'un point de vue global, l'APD ne dépasse pas 0,28% du RNB, en dépit d'une série de manipulations statistiques destinées à masquer la faiblesse de l'aide fournie par les pays riches : en effet, ils incluent dans l'APD des données aussi discutables que le montant des remises de dette, les dépenses des Etats-Unis pour reconstruire les infrastructures qu'ils ont détruites en Irak ou en Afghanistan, les frais de scolarité au Nord des étudiants originaires des pays du Sud, les salaires des personnels expatriés et des multiples consultants qui défendent les intérêts du pays donateur ou produisent des études aussi coûteuses qu'inu-

tiles [1]... De surcroît, cette aide est très majoritairement dirigée vers des pays présentant un intérêt géostratégique pour le pays donateur, indépendamment des besoins réels dans les pays du Sud. C'est ainsi que, outre l'Irak et l'Afghanistan, les principaux bénéficiaires de l'aide des Etats-Unis sont le Soudan et la Colombie, sans oublier Israël.

Lors du sommet du G8 de 2005, à Gleneagles (Ecosse), les engagements étaient clairs : hausse importante de l'APD, et notamment doublement d'ici 2010 de l'APD destinée à l'Afrique. Selon l'OCDE, cela supposait « de porter l'aide de 80 milliards USD en 2004 à 130 milliards en 2010 (à prix constants de 2004) ». Le bilan est sans appel : « de façon générale, la plupart des donateurs ne sont pas en voie de respecter les engagements annoncés en termes d'accroissement de l'aide et devront procéder à des augmentations sans précédent pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés pour 2010 [2] ». Autant dire que ces objectifs ne seront pas atteints. Décidément, depuis bientôt quarante ans, la parole d'un chef d'Etat du G8 ne vaut pas cher...

D'autre part, 1 000 milliards de dollars est approximativement, selon le Fonds monétaire international (FMI), le coût potentiel de la crise internationale actuelle, conséquence de la crise dite « des subprimes » née à l'été 2007, qui n'en finit pas de faire des ravages. Dans un rapport publié le 8 avril, le FMI a chiffré précisément ce coût à 945 milliards de dollars pour le système financier international, dont 565 milliards directement liés au secteur des prêts hypothécaires à risque. Voilà ce qui s'est passé : pour placer leurs liquidités et engranger des profits faramineux, les organismes de crédit ont prêté à un secteur de la population déjà fortement endetté, au sein des classes pauvres ou moyennes, à un taux fixe et modéré au cours des deux premières années pour appâter le client, avant que ce

taux augmente fortement dès la troisième année. Les prêteurs affirmaient aux emprunteurs que le bien qu'ils achetaient, qui servait de garantie au prêt, gagnerait rapidement de la valeur vu l'augmentation des prix du secteur immobilier. En 2007, la bulle de l'immobilier a éclaté. La crise s'est alors propagée à de multiples acteurs financiers qui avaient mis sur pied d'ahurissants montages de dettes et mené d'énormes opérations hors bilan.

Les ministres des Finances des pays occidentaux ont vivement réagi à la publication du chiffre du FMI [3], comme s'il était dangereux de montrer l'étendue des dégâts. Partout dans les pays du Nord, qu'ils soient conservateurs ou sociaux-démocrates, les gouvernements appliquent des politiques néolibérales particulièrement brutales pour la majorité de leurs concitoyens. La portée des services sociaux est volontairement réduite à l'extrême, les revenus du capital sont épargnés alors que le taux de TVA, qui frappe proportionnellement davantage les foyers pauvres que les foyers aisés, est élevé.

Incapables de venir en aide à leurs populations dans le besoin, ces mêmes gouvernements sont rapidement venus à la rescousse du privé. Au menu : nationalisation de banques en difficulté, échanges de titres dépréciés contre de l'argent frais, injection de liquidités, plans de sauvetage bancaire, baisse des taux d'intérêts...

En 2000, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estimait à 80 milliards de dollars sur 10 ans le montant nécessaire pour garantir un accès universel – oui, universel – à l'eau potable, à une alimentation décente pour les enfants, à une éducation primaire, aux soins de santé de base et, pour les femmes, aux soins de gynécologie. Le défi

était donc de trouver 800 milliards de dollars en tout. Ils n'ont pas été trouvés et les conditions de vie de milliards d'individus ont continué de se détériorer. L'augmentation brutale des prix des aliments, due au développement de la production des agro-combustibles, vient de jeter dans la pauvreté absolue des dizaines de millions d'habitants d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Des révoltes de la faim ont éclaté à Haïti, en Egypte, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun, au Burkina Faso et cela ne fait que commencer. Au lieu de se rapprocher des Objectifs du millénaire pour le développement, pourtant bien tièdes, on s'en éloigne à vive allure. La crise bancaire actuelle va coûter 1 000 milliards de dollars et elle prouve que c'est la volatilité politique qui a manqué quand il s'est agi de réunir les 800 milliards proposés par les Nations unies pour garantir certains droits humains élémentaires. Il s'agit d'une violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et de tant d'autres textes internationaux. C'est intolérable et impardonnable. Et c'est la logique même du modèle économique qui est en cause.

[DAMIEN MILLET ET ÉRIC TOUSSAINT
DU CADTM]

[1] Voir « *Les faux-semblants de l'aide au développement* », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

[2] Communiqué de presse de l'OCDE, 4 avril 2008.

[3] Dépêche AFP, « *Les pays riches reprochent au FMI son chiffrage trop sévère de la crise* », 10 avril 2008.

ENTRETIEN AVEC MICHAEL ALBERT : « L'ÉCONOMIE PARTICIPALISTE PROMET LA SOLIDARITÉ »

Michael Albert a aidé au lancement du journal militant *Z Magazine*, du réseau « *Z net* » sur la toile, et de la maison d'édition South End Press. Depuis une dizaine d'années il est surtout le promoteur, avec Robin Hahnel, d'un modèle d'économie dite « *participaliste* ». Autogestion, propriété sociale des moyens de productions, abolition de la hiérarchie travail manuel/travail intellectuel, abolition du marché... Pourtant il s'agit d'une économie non communiste, mais d'inspiration collectiviste (voir ci-dessous). Michael Albert a bien voulu répondre à quelques-unes de nos questions. En voici un extrait significatif.

Alternative libertaire : Le slogan « *Un autre monde est possible* » a été fort utilisé dans le mouvement altermondialiste, dirigé essentiellement contre l'économie capitaliste (ou, au moins, contre le libéralisme). Pourtant les différents forums sociaux de ces dernières années ont été bien en peine d'opposer un contre-modèle économique. Selon vous, y a-t-il des fondamentaux économiques intangibles ?

Michael Albert : Une économie doit produire des biens et des services que nous apprécions à la fois pour notre survie et pour notre plaisir. Elle doit nous permettre l'accès aux produits de l'activité économique, ce qui équivaut à parler de consommation et de production. Et entre la production et la consommation, il y a ce que l'on appelle l'allocation, par quoi on détermine la quantité d'objets et de services à produire, avec quelle composition, pour qui... Rien de tout cela n'est sujet à controverse. Tout-e économiste serait d'accord.

Toutefois, il est important de réaliser que toute cette activité s'accomplit par le biais de relations sociales et qu'elle est réalisée par des individus qui sont directement affectés par les conséquences mêmes de la production, de la consommation et de l'allocation. Par exemple, une entreprise transforme chaque jour des matières premières et des produits intermédiaires en produits finis. Mais les travailleur-se-s, les managers et les propriétaires y sont aussi quotidiennement transformés au travers des relations sociales qu'ils entretiennent, les hiérarchies qu'ils reproduisent ou modifient. Les gens en sortent donc changés : exténués, peut-être, peut-être estropiés, peut-être encore fatigués mais épanouis... Donc, en général, voilà ce qui caractérise ce qui est fait par une économie.

AL : Les révolutionnaires font la critique sociale du capitalisme pour les inégalités et les catastrophes (humaines, écologiques) qu'il engendre. Mais si nous sommes d'accord pour dire qu'il doit être combattu aussi sur le terrain des valeurs, alors sur quelles valeurs devrait reposer un meilleur système économique ?

Michael Albert : L'économie a une incidence considérable sur les relations que les gens ont entre eux, dans le champ des possibilités qui sont offertes à chaque individu, sur la part de la production sociale qui leur revient, sur notre relation à l'environnement et notre relation aux autres économies dans les autres sociétés. Je pense que ces différents aspects de l'impact de l'économie nous donnent un bon point de départ pour essayer d'établir de bonnes valeurs. Dans cette perspective, je préférerais pour ma part une éco-

nomie qui promeut la solidarité plutôt que l'égoïsme ; une économie qui élargisse et diversifie nos possibilités, plutôt qu'une qui les réduit et les homogénéise ; une économie qui permet une distribution juste et équitable des richesses, plutôt qu'une économie qui enrichit quelques personnes aux dépens des autres. Je préférerais aussi une économie dans laquelle les prises de décision se font de manière autogérée, c'est à dire où chacune et chacun a son mot à dire sur une décision donnée à proportion de l'effet qu'elle aura sur elle ou lui, plutôt qu'une économie fondée des relations autoritaires et hiérarchiques. Je préférerais encore une économie qui respecte et prend en compte l'environnement, plutôt qu'une qui le détruit sans merci. Je préférerais enfin une économie qui traite les individus d'un autre territoire comme nous voudrions qu'ils nous traitent en retour (ce que l'on pourrait appeler l'internationalisme) plutôt qu'une économie qui envisage les gens d'ailleurs comme des personnes à exploiter.

Mais nous pouvons ici entrer dans des détails. Par exemple, les mécanismes économiques que l'on devrait adopter devraient inciter chacun-e à agir non pas en faisant du tort ou même en ignorant les autres, mais de concert avec les autres. Même si nous avons été personnellement élevé-e-s pour être avides et avares, une économie devrait faire en sorte que pour dépasser les autres, nous devrions nous inquiéter du bien-être social général, car notre bien-être serait lié à ce niveau général.

Au lieu que les plus altruistes soient pénalisés, il faudrait que le fait d'être altruiste soit induit en nous par le simple fait de chercher à dépasser les autres. En société, être solidaire devrait être une façon de mieux s'en sortir et non pas une façon de moins bien s'en sortir. De même, l'économie devrait multiplier et élargir les choix qui s'offrent à nous, plutôt que de les limiter en plaçant tous les œufs dans le même panier. Nous ne voulons pas d'une économie qui homogénéise, limite les alternatives, qui nous assigne à une classe déterminée avec une position, une culture et des dispositions elles aussi prédéterminées. Nous voulons au contraire une économie qui ouvre les possibilités et nous assure que nous pouvons librement choisir entre elles.

En ce qui concerne cette fois l'équité économique cette fois, je pense, mais cette idée est plus controversée, qu'une économie devrait rétribuer les individus pour l'effort et le sacrifice qu'ils mettent dans un travail socialement utile. Une économie ne devrait pas rémunérer la propriété – c'est ce critère qui fait que Bill Gates gagne plus que la population de pays entiers. Elle ne devrait pas non plus rétribuer la contribution à la production en faisant que ceux ou celles qui sont né-e-s chanceux ou chanceuses parce qu'ils ont des talents hautement appréciés, ou ceux et celles qui ont l'opportunité de pouvoir travailler avec de meilleurs outils, soient mieux rétribué-e-s – en plus d'être chanceux-ses ! Au lieu de procéder selon ces critères habituels, une économie saine devrait assurer que tout un chacun-ne reçoive un revenu en fonction de critères comme la durée du temps de travail et la difficulté du travail accompli à produire des biens en réponse à une demande sociale.

En ce qui concerne cette fois la prise de décision, une économie saine devrait faire en sorte que les individus puissent facilement déterminer entre eux et elles ce qui se passe dans l'économie et pourquoi cela se passe ainsi. De plus, ils ou elles devraient aussi être en mesure de jauger les implications probables des différents choix qui doivent être faits. Enfin et surtout, les

gens devraient être capables d'exprimer leurs préférences à propos de ces choix, et avoir sur la prise de décision un niveau d'influence à proportion de l'effet que ces décisions auront sur eux. Les possédant-e-s, les planificateur-rice-s ou d'autres agents ne devraient pas pouvoir décider pour les travailleur-se-s et les consommateur-rice-s comment leur vie doit être vécue. Chaque acteur devrait s'autogérer de concert avec les autres et d'une manière cohérente.

En ce qui concerne l'écologie, une économie devrait prendre convenablement en compte les implications des actions économiques sur l'équilibre écologique. Elle devrait permettre aux agents de faire des choix qui prennent en compte non seulement les implications humaines et sociales à court et moyen terme, mais aussi les effets environnementaux globaux et à plus long terme. Une économie ne devrait pas sacrifier demain pour aujourd'hui, pas même pour le bien-être de l'actuelle majorité et encore moins pour une élite actuelle.

En ce qui concerne les relations internationales, il est certain que l'établissement de liens à l'échelle mondiale est souhaitable. Mais il n'est pas souhaitable de transformer les relations entre nations afin que celles qui sont déjà les plus riches et les plus puissantes le deviennent encore plus, tandis que celles qui sont déjà les moins riches et les moins puissantes le deviennent encore moins. Les économies des différentes nations devraient liées les unes aux autres parce qu'elles accordent à certaines valeurs sociales la même respect qu'elles accordent à leurs propres membres. Je pense que l'économie participaliste à grande échelle sera l'internationalisme, tout comme l'impérialisme est le capitalisme à grande échelle.

Bien sûr ces valeurs peuvent être affinées et on peut continuer à examiner leurs implications et leurs compatibilités mutuelles. Mais ce qui est essentiel, de mon point de vue, si on accepte que des valeurs doivent nous guider dans la conception d'une meilleure économie, c'est qu'elles soient réalisables tout en produisant et répartissant les biens d'une façon qui satisfasse les besoins et développe les potentiels, sans gâcher des ressources humaines ou matérielles qui nous sont chères. Ceci veut dire que ces valeurs doivent aussi inclure l'incitation à faire les tâches qui doivent être faites, à bénéficier de ces potentiels... Si toutes ces avancées sont possibles, en d'autres mots si nous pouvons avoir une économie qui organise la production, la consommation et l'allocation d'une manière qui accroisse la solidarité, la diversité, l'équité, l'autogestion, l'équilibre écologique et l'internationalisme, alors certainement nous devrions opter pour cette économie, au lieu de continuer à endurer les horreurs du capitalisme.

AL : Quels sont les principes centraux de l'économie participaliste ? Pourriez vous décrire brièvement comment ces principes aident à promouvoir les valeurs que vous pensez être importantes ?

Michael Albert : L'économie participaliste cherche à décrire des institutions pour la production, l'allocation et la consommation qui accomplissent ces tâches d'une façon qui épanouisse et développe les potentiels humains tout en élargissant la solidarité, la diversité, l'équité, l'autogestion, l'équilibre écologique et l'internationalisme. Adopter l'économie participaliste c'est donc rejeter les institutions qui n'accomplissent pas cela. Par exemple,

une personne avec ces valeurs ne proposerait pas l'esclavage comme un bon système pour produire du coton. L'esclavage est un système qui peut, certes, permettre de produire du coton, mais c'est un système qui va à l'encontre de ces valeurs. Suivant un raisonnement similaire, il s'avère que la propriété privée des moyens de production, la répartition des tâches pratiquée de nos jours dans les entreprises, la rémunération établie en fonction du pouvoir de négociation, de la propriété ou même de la contribution à la production, la prise de décisions du haut vers le bas, et une répartition par le marché ou planifiée centralement, tout cela est incompatible avec ces valeurs. L'économie participaliste doit donc, au-delà des systèmes économiques classiques, imaginer de nouvelles institutions économiques.

AL : Le « *participalisme* » demande que la rétribution d'un travail socialement utile soit faite en fonction « *de l'effort et du sacrifice* » [effort and sacrifice]. Cela pourrait ressembler à la formule collectiviste « *À chacun selon ses œuvres* » de la Première Internationale, ensuite abandonnée au profit de la formule communiste « *De chacun suivant ses forces, à chacun selon ses besoins* ». Pourquoi, suivant cette dernière formule, ne pas simplement rétribuer les gens sur la base de leurs besoins ou alors en fonction de leur contribution à la production ?

Michael Albert : L'économie participaliste rétribue en fonction du besoin dans certains cas. Par exemple, si vous avez des besoins médicaux particuliers, ou si vous ne pouvez pas travailler. Mais la principale norme de rétribution est bien de rétribuer la durée, l'intensité, et la dureté du travail socialement utile. L'économie participaliste rejette la rémunération de la propriété parce que cela est inéquitable et détruit la solidarité. L'économie participaliste rejette également la rétribution selon la contribution à la production. La rétribution selon cette norme peut, certes, inciter les gens à réaliser les tâches ingrates qui doivent être faites. Mais, d'une part, cet effet incitatif peut être mieux accompli autrement. Et, d'autre part, il est éthiquement discutable de récompenser les gens pour la chance qu'ils peuvent avoir, soit d'avoir un certain talent (être né-e avec une voix formidable, des mains agiles...), soit d'avoir des outils plus productifs.

La rétribution selon besoin n'est pas la norme de l'économie participaliste : ce n'est qu'un critère exceptionnel parce que une rétribution basée sur cette seule norme n'est pas économiquement fonctionnel ; ce n'est même pas cohérent.

Tout d'abord nous ne pouvons pas prendre tout ce que nous pourrions vouloir – nous voudrions plus que ce que nous et les autres désirons passer de temps à produire. Donc ce dont nous avons besoin doit être inférieur à ce que nous désirons. Mais ceci pose donc les questions de : « *Comment savoir combien en moins ? Quelle est la quantité appropriée pour ma personne que je puisse prendre du produit social ?* ». La réponse de l'économie participaliste est : c'est une quantité cohérente avec mon effort et mon sacrifice, en proportion de ceux des autres, à moins que j'ai des besoins particuliers, par exemple médicaux.

Suite de l'article en p. 6



Suite de l'article «*Entretien avec Michael Albert : l'économie participaliste promeut la solidarité*» de la p. 4

De plus, soutenir que n'importe qui peut prendre ce qu'il ou elle veut ne nous donne aucune manière de savoir à quel point les différents produits sont appréciés. Il est donc impossible de savoir quel effort devrait être fourni pour les produire. Cela empêche aussi de savoir à quels produits renoncer parce qu'ils sont insuffisamment appréciés et lesquels produire plus abondamment parce qu'ils sont plus appréciés. En fait la rétribution du besoin comme seule norme empêche la possibilité d'avoir une répartition sensée.

Considérez l'exemple suivant. Imaginez qu'après un naufrage vous vous retrouviez sur une île avec 1000 autres personnes. Vous allez être là pour un long moment. Vous devez mettre en place une petite société. Comment organisez-vous votre économie ? Est-ce que vous organisez une loterie et donnez le contrôle de toutes les terres, des arbres fruitiers et tout le reste qui est à la base de la production, à quelques personnes tandis qu'ils ou elles vous embauchent en tant que esclaves salarié-e-s (wage slaves) ? Est-ce que vous laissez les docteurs qui étaient sur le bateau avoir le temps libre et les meilleures maisons, parce qu'ils ou elles ont un monopole sur les aptitudes appréciées socialement et sur les connaissances ? Est-ce que vous laissez quelqu'un nager, bronzer toute la journée et manger les fruits de votre dur travail en ne contribuant en rien au produit social ?

Différentes personnes auront des réponses différentes à ces questions et aux autres questions que l'on pourrait se poser. L'économie participaliste dit que la bonne approche, économiquement et éthiquement, est de rémunérer les efforts et les sacrifices socialement utiles, ainsi que de créer les conditions qui rendent possible l'autogestion. Les autres options enfreignent nos valeurs et mettent en place des incitations contraires à nos objectifs.

AL : Je suppose que vous ne préconisez pas que chacun et chacune d'entre nous mesure le nombre de kilocalories brûlées en travaillant. Comment, donc, est ce que l'effort et le sacrifice peuvent être mesurés en pratique ?

Michael Albert : Pensez à cette question en termes de durée, d'intensité, et de difficulté du travail. Pour la durée, c'est facile. Pour l'intensité, on peut considérer comme une indication la contribution à la production – bien qu'on ne récompense pas la valeur de votre contribution, on peut certainement la considérer comme un indicateur de l'efficacité de vos efforts. Qui plus est, l'économie participaliste a d'autres caractéristiques – des conseils autogérés de travailleur-se-s et de consommateur-ice-s, des ensembles équilibrés de tâches et une planification participative – qui permettent d'apporter des réponses à cette question. En croisant ces informations, la production d'une entreprise peut nous dire quel est le total de la durée/intensité de travail socialement utile qui a été fourni. Comment est alors répartie, entre les agents, la rétribution pour ce travail ?

Eh bien, c'est à eux de juger. Vous et vos camarades êtes plutôt au fait quand il s'agit de savoir qui se donne du mal et qui est dans les nuages toute la journée. Quant à la dureté du travail, le principe de «*l'ensemble équilibré de tâches*» [balanced job complex] y répond en grande partie, parce qu'en égalisant les différents travaux selon leur caractère épanouissant, on égalise aussi en grande partie la dureté du travail. Bien sûr, il y a d'autres aspects, mais, en général, la réponse à la question «*Qui décide ?*» (qu'elle que soit le sujet de la décision) est «*Ceux et celles qui sont affecté-e-s*», ce qui veut généralement dire les travailleur-se-s et les consommateur-ice-s. Et la réponse à «*Comment décider ?*» est «*A la lumière des meilleures informations disponibles, sans discuter au delà du raisonnable certains aspects de la question, et bien sûr où chacun à son mot à dire de façon autogérée*».

AL : Vous vous définissez comme un abolitionniste des marchés. Si on peut aisément comprendre comment une économie planifiée centralement comme dans l'union soviétique va à l'encontre de l'autogestion, pourquoi alors rejeter les marchés ? Les marchés ne sont ils pas des institutions plutôt efficaces (efficient) où les consommateur-ice-s sont libres d'avoir ce qu'ils veulent ? Pourriez vous alors expliquer les raisons pour lesquelles vous rejetez le marché en tant qu'institution ?

Michael Albert : Toutes ces questions requièrent des réponses beaucoup plus longues que ce qu'une brève interview permet. J'espère que ce qui suit poussera les gens à approfondir le sujet. En fait, les marchés ont toute une gamme de défauts accablants. Ils ne font pas que nous donner ce que nous voulons, comme le voudrait la théorie économique néoclassique. Au contraire, ce sont des institutions qui affectent nos préférences et nous apprenons souvent à vouloir ce qu'ils nous donnent. En plus, ils opposent les agents les uns aux autres (les vendeurs sont en compétition entre eux, les acheteurs veulent des prix les plus bas possibles et les vendeurs veulent des prix forts...) et ce faisant, ils génèrent des motivations et des comportements anti-sociaux.

Les marchés sont censés être un mécanisme qui permet d'évaluer tout ce qui est vendu et acheté lors d'une transaction. Mais ils apprécient mal la valeur des biens et des services impliqués

dans ces transactions dans la mesure où elles ont des implications pour les gens au-delà de l'acheteur et du vendeur. En économie on décrit ce phénomène comme des externalités. C'est particulièrement vrai quand les transactions ont de larges effets écologiques ou sociaux. Ainsi, le prix d'un litre de carburant, selon les lois du marché, n'inclut pas le coût social et environnemental de la pollution qu'il engendre. En conséquence, le marché, ce mécanisme soit-disant efficace, se trompe sur le prix de l'essence par un facteur d'à peu près dix. Et on appelle cela un mécanisme exemplaire ! Alors pourquoi sont-ils appelés efficaces ? Parce qu'en effet ils sont efficaces, très efficaces pour accomplir la production, la consommation, l'allocation de telle façon que quelques-uns s'enrichissent en préservant leur position dominante, tandis que le reste s'appauvrit.

Il y a un autre problème – en fait plein d'autres problèmes – mais il y en a un qui est particulièrement en rapport avec votre question, quoiqu'un peu plus subtil que le reste. Les marchés créent un contexte de répartition dans lequel même si nous pouvons éliminer la propriété privée des moyens de production, des terres agricoles... chaque unité doit être en compétition avec les autres pour des parts de marché afin d'éviter la fermeture. Il s'ensuit que dans ce contexte, même si les unités commençaient avec l'autogestion, la rémunération pour l'effort et ainsi de suite, rapidement toutes ces caractéristiques disparaîtraient. Les marchés, comme ils l'ont historiquement fait, pousseraient ces unités, en quête d'avantage compétitif via des réductions des coûts, à créer des postes pour ce que j'appelle une classe de coordonateur-ice-s : on rémunérera alors beaucoup plus les gens occupant ces postes, ils et elles auront plus de poids dans les décisions du lieu de travail et ainsi de suite.

En d'autres mots, les marchés imposent, même contre nos volontés, des motivations antisociales, de mauvaises appréciations de la valeur des transactions, une division et un dirigisme de classe, et il en serait ainsi même si nous avions éliminé la distinction capital/travail. C'est en grande partie pourquoi, de mon point de vue, ce qui a historiquement été appelé le socialisme de marché est en fait une économie qui enfreint les valeurs que j'ai proposées et c'est une économie qui élève ce que j'appelle une classe de coordonateur-ice-s au statut de dirigeants des travailleur et travailleuses.

AL : L'économie participative requiert que l'allocation soit faite en fonction d'une planification participative. Qu'est ce que ce procédé impliquerait pour un individu en tant que consommateur et en tant que travailleur ?

Michael Albert : Trop de choses pour en faire la liste ici et encore moins en parler sérieusement. Disons que, pour l'essentiel, cela implique que chaque agent économique, d'une part en tant que travailleur et d'autre part en tant que consommateur, entreprend avec les autres agents des négociations coopératives sur l'utilisation des facteurs de productions et de ce qu'ils servent à produire. Chaque personne énonce ses préférences concernant son travail (combien d'heures il souhaiterait travailler...) et sa consommation (quoi et en quelle quantité) auprès de conseils de travailleur-se-s et de consommateur-ice-s. Ceux-ci proposent, à un niveau local, les actions économiques qu'ils préféreraient concernant la production ou la consommation. Ensuite, en compilant l'ensemble de ces propositions venant de toute la société, il est possible d'estimer la valeur relative des différents facteurs de production et des biens et services qu'ils permettent de produire. Face à ces nouvelles données, chaque agent, individuellement (ou souvent en groupe), fait une nouvelle proposition où il peut changer ses préférences de travail ou de consommation, par exemple en optant pour la consommation d'un nouveau produit qui demandera moins de travail à la société...

Cette négociation, poursuivies durant quelques tours, selon ce que les économistes appellent des tours d'échange d'information et d'itérations de propositions (rounds of information exchange and proposals iterations), mènent à un plan bon et viable, autogéré, sans planificateur situé au dessus des autres et sans agent essayant de dépasser les autres à leurs dépens. Bien sûr, le fait que je le dise, ne veut pas dire que cela soit vrai. Mais avec un peu de chance, déclarer qu'une telle chose peut exister, stimulera les lecteurs et les lectrices à considérer cette possibilité, ainsi que celle de l'économie participative, de manière plus détaillée.

AL : Une de vos critiques du marxisme est que son analyse de l'économie est fondée sur l'existence de deux classes fondamentales, occultant l'existence d'une troisième classe que vous nommez la «*classe des coordonateurs*» (coordinator class). Qu'entendez-vous par là ?

Michael Albert : Je veux désigner ce groupe de personnes qui, en vertu de leur position dans l'économie, sont, dans le capitalisme, entre les travailleur-se-s et les capitalistes et qui dirigent les travailleurs et les travailleuses.

L'idée est simple. Ce n'est pas simplement la propriété qui confère collectivement à un groupe un statut, un pouvoir et un revenu différents. Si des personnes exercent des professions qui sont systématiquement plus émancipatrices et plus responsabilisantes parce qu'elles confèrent un accès à plus d'informations, plus d'aptitudes et plus de relations... ceci peut positionner ce groupe au-dessus des autres. Dans le capitalisme, par exemple, les cadres, les avocat-e-s, les ingénieur-se-s, les

médecins, en tout à peu près 20 % de la population, ont des professions responsabilisantes, émancipatrices, et exercent un contrôle considérable sur leurs propres conditions de vie et celles des autres en dessous. C'est ce que j'appelle la classe des coordonateur-ice-s. Nous avons de ce point de vue trois classes et non pas deux. Nous avons les coordonateur-ice-s, les travailleur-se-s et les possédant-e-s – et pas seulement ces deux dernières classes. Ceci est important parce que ce troisième groupe, ce n'est pas simplement quelques travailleur-se-s qui sont dans des conditions un peu meilleures. Et ce n'est pas seulement des propriétaires qui sont dans des conditions un peu moins bonnes. Bref, ce n'est pas une strate d'un de ces deux groupes. C'est plutôt un groupe qui a des intérêts, des agendas et des méthodes différents dans le capitalisme et, de façon encore plus importante, c'est un groupe qui peut devenir la classe dirigeante dans une économie de type soviétique ou yougoslave, dans ce qui a été appelé le «*socialisme de marché*» ou le «*socialisme planifié centralement*».

Le point-clé, ici, est que cette possibilité veut dire qu'un mouvement anticapitaliste n'est donc pas, pour la simple raison d'être simplement anticapitaliste, un mouvement nécessairement en faveur d'une société sans classe. Un tel mouvement peut, certes, préférer l'absence de classe ; mais il peut aussi préférer le règne de la classe des coordonateur-ice-s. Un tel mouvement peut adopter des méthodes d'organisation, de prise de décision... qui sont cohérentes, d'une part, avec la recherche d'une absence de classe ou qui sont cohérentes, d'autre part, avec l'avènement des coordonateur-ice-s au pouvoir. Nous devons être anticapitalistes, oui, mais aussi littéralement en faveur de l'absence de classe plutôt que du règne de la classe des coordonateur-ice-s.

Ce que je pense du marxisme-léninisme, à la lumière de tout ceci, c'est que, historiquement, il a amené, encore et encore, le règne de la classe des coordonateur-ice-s. Marx nous a appris que pour juger une idéologie ou un agenda, nous devrions regarder ces pratiques et ces implications pour différentes classes de gens, et non pas simplement demander à ses partisans ce qu'ils veulent. J'applique ce principe au marxisme et marxisme-léninisme.

AL : Dans une économie participative qu'est ce qui empêcherait cette classe de coordonateur et coordonatrices d'arriver au pouvoir ?

Michael Albert : On n'y trouve pas les conditions structurelles et institutionnelles pour cela – en fait c'est même le contraire. C'est un peu comme demander ce qui a empêché les esclavagistes d'avoir des esclaves dans le capitalisme. Ce n'est pas simplement que c'est illégal. C'est plutôt que les institutions de l'économie l'empêchent. Dans une économie participative pourquoi est ce que qui que ce soit voudrait travailler pour un patron ou une patronne, ou pour un possédant ou une possédante ? Mais, encore mieux, comment un tel lieu de travail pourrait fonctionner, étant donné que les besoins d'interaction dans la planification participative requièrent l'autogestion des conseils de travailleur et travailleuses ?

L'économie participative ne désapprouve pas simplement la division et le dirigisme de classe. Elle établit des normes de fonctionnement et des structures de rôles telles que les agents ne peuvent pas opérer de la manière requise par la division ou le dirigisme de classe. Vous ne pouvez pas avoir un ensemble équilibré de tâches, avoir un travail qui est comparable à celui de tous les autres en terme de responsabilités et de dignité, être rémunéré pour vos efforts et sacrifices comme tout le monde, fonctionner comme tout le monde dans des conseils de travailleur-se-s et de consommateur-ice-s avec une prise de décision autogérée et néanmoins être au-dessus des autres.

AL : Le «*participisme*» ne pose pas la question de l'État. Est-ce qu'une économie participative serait compatible avec la démocratie parlementaire telle qu'on la connaît ou pensez-vous qu'elle supposerait un changement de régime politique ?

Michael Albert : L'économie participative est une vision de l'économie et seulement de l'économie. Je pense que l'économie participative suppose des changements de la sphère politique pour la rendre compatible avec ce nouveau type d'économie. Et l'inverse est également vrai. Une sphère politique souhaitable a des implications pour l'économie et nous pouvons certainement nous demander si une économie participative satisfait le niveau requis par une bonne sphère politique. En fait j'ai récemment écrit un livre «*Realising Hope*» chez Zed Press, non seulement à propos de la sphère politique et de l'économie participative comme ayant chacune des implications pour l'autre, mais, de façon similaire, entre l'économie participative et la culture, la sphère familiale, l'écologie, l'éducation, et ainsi de suite, jusqu'à aborder le crime, les relations internationales, l'art, la science... Donc oui, je pense que nous avons besoin d'une vision pour ce que nous pourrions appeler une «*société participative*», une société souhaitable dans laquelle l'économie, la vie politique, la culture, la communauté et les autres dimensions de la vie sociale promeuvent des valeurs qui nous tiennent à cœur telles que la solidarité, la diversité, l'équité, la justice, l'autogestion, l'équilibre écologique et l'internationalisme. L'économie participative est seulement une partie de tout cela : pas plus, pas moins.

AL : Comment les problèmes environnementaux et des questions comme le développement durable ou les changements climatiques globaux seraient-ils abordés dans une économie participative ?

Michael Albert : Nous espérons que les citoyens d'une économie participative se diront en faveur d'une économie durable et contre leur autodestruction par le réchauffement climatique. Mais qu'est ce qui y faciliterait cette prise de décision ?

Ce qu'une économie participative fait à propos de ces problèmes, comme pour tous les autres, est de fournir un contexte dans lequel les informations ne sont pas biaisées par les intérêts de quelques-uns et les défauts d'une répartition économique basée sur la compétition. Dans une économie participative, nous connaissons les vrais coûts et les bénéfices sociaux des options qui sont à notre disposition. Ce qu'une économie participative fait, encore, c'est de fournir un contexte où ceux qui sont affectés par une décision ont un mot à dire à proportion de l'effet qu'aura cette décision sur eux. Il ne sera pas possible pour quelques personnes de faire d'énormes profits à partir de la destruction de l'environnement, en se gardant des îlots de propriété tandis que tous les autres souffrent. Nous ne pouvons pas dire avec certitude ce que les gens vont décider dans un futur qui sera meilleur. Notre but est d'établir des institutions qui poussent les gens à aborder les problèmes environnementaux – et en fait tous les problèmes – avec des informations fiables et des modes de prise de décision appropriés. Et c'est cela que facilitent les structures de l'économie participative, comme les ensembles équilibrés de tâches et la planification participative.

AL : Jusqu'ici, où l'économie participative est-elle mise en place et quelles sont les réactions que vous recevez de ces mises en application ?

Michael Albert : Aucun pays n'a une économie participative. Toutefois, il y a, dans plein d'endroits, des expériences qui s'en inspirent. Parfois elles sont consciemment dans l'esprit de l'économie participative – par exemple, les gens mettent en place des lieux de travail en essayant explicitement d'incorporer les normes et les structures de l'économie participative, en particulier l'autogestion et les ensembles équilibrés de tâches. Dans d'autres cas, les expériences peuvent n'avoir aucune conscience de l'économie participative en elle-même, et pourtant refléter et être cohérentes avec une telle approche. Par exemple, un mouvement pour l'économie participative pourrait instituer des budgets participatifs, comme l'ont fait beaucoup de villes dans le monde, au Brésil par exemple ; ou ce mouvement pourrait occuper des usines en mettant en place une gestion par les travailleur-se-s, comme l'ont fait beaucoup d'usines dans le monde, en Argentine par exemple.

Imaginons, pour un moment, que l'économie participative devienne une vision d'une société post-capitaliste largement défendue dans plusieurs parties du monde. Quelles implications cela aurait-il pour les actions à entreprendre maintenant ?

Premièrement, il y aurait plus d'efforts pour créer des lieux de travail de type «*économie participative*», pour faire des expériences partielles de planification participative... Tous ces efforts seraient entrepris de manière consciente, comme faisant partie d'un projet plus large et par envie d'apprendre de ces expériences, de satisfaire des besoins...

Deuxièmement, il y aurait des luttes pour obtenir des avancées dans les principales industries et dans toute l'économie. Ceci poserait la question de la distribution des richesses, des prises de décision, de la répartition des tâches, des contraintes écologiques, de la longueur de la journée de travail, des gros investissements dans des projets... Beaucoup de ces efforts ressembleraient à des luttes actuelles, au moins au niveau des demandes, mais tous s'organiseraient comme une partie d'une campagne plus large en vue d'atteindre l'économie participative et cherchant ainsi, par le travail d'organisations, à élargir l'engagement des gens aux valeurs et aux structures de l'économie participative.

Troisièmement, et pour finir, nos propres mouvements et leurs propres projets devraient être repensés, tout du moins en partie, pour être plus en accord avec le but de nous rapprocher d'une économie participative. Par exemple, nos mouvements adhèrent aux valeurs et aux normes de l'économie participative, en cherchant à être autogérés, à avoir des ensembles équilibrés de tâches... Cela ressemble beaucoup à notre attitude envers les questions d'ethnicité (race) ou de genre : nous comprenons que nos mouvements ne devraient pas être intrinsèquement racistes ou sexistes, mais devraient incorporer les valeurs vis à vis de l'ethnicité et du genre que nous défendons pour une société future. De façon similaire, l'économie participative nous apprend que nos mouvements ne devraient pas être intrinsèquement classistes. Ils ne devraient pas être dirigés ou définis par des coordonateur-ice-s. Ils devraient plutôt essayer d'incorporer dès maintenant les valeurs (l'absence de classe) que nous avons pour une société future.

[PROPOS RECUEILLIS PAR RÉMI (A.L.)]



DÉCROISSANCE - LE MIRAGE EXPONENTIEL

« Une légende raconte l'histoire du roi Belkib qui cherchait désespérément à tromper son ennui. L'ingénieur Sissa inventa ainsi le jeu d'échecs pour tenter de le distraire. Le souverain fut si enthousiasmé qu'il demanda à Sissa ce que celui-ci souhaitait en échange de ce cadeau extraordinaire. Humblement, Sissa demanda au prince de déposer un grain de blé sur la première case, deux sur la deuxième, quatre sur la troisième, et ainsi de suite pour remplir l'échiquier en doublant la quantité de grain à chaque case. Le prince accorda immédiatement cette récompense en apparence modeste, mais son conseiller lui expliqua qu'il venait de signer la mort du royaume car les récoltes de l'année ne suffiraient à s'acquitter du prix du jeu... » (1)

Cette légende constitue un exemple éclairant de la saisissante rapidité de la croissance exponentielle et un point de départ ludique pour aborder le débat épineux sur la croissance économique.

(Dé)croissance, mais laquelle ?

Il y a plusieurs manières de tirer une morale de cette fable. Tandis que le mégalomane naïf sera aveuglé par les possibilités d'expansion démesurées offertes par la croissance exponentielle, le prophète apocalyptique en déduira les catastrophes à venir, mais le sceptique comprendra plutôt que la croissance exponentielle n'appartient qu'au monde (idéal) des mathématiques pures et non pas au monde (déjà plus concret) des mathématiques appliquées. Le professeur de physique américain Albert Bartlett est connu pour avoir résumé cette évidence en disant que « notre plus grande faiblesse, c'est de mal comprendre la fonction exponentielle » (2).

Les discours critiques à l'encontre des idéologies basées sur l'idée d'une croissance perpétuelle se basent en général sur un argument tout simple : si la quantité de ressources disponibles est finie, alors la croissance physique ne pourra être maintenue indéfiniment. Ainsi, la (dé)croissance est un sujet à la mode aujourd'hui ; malheureusement il est trop rare que soit précisé le type de (dé)croissance dont on parle, hors c'est essentiel pour mettre le débat sur une base solide (3).

Pour simplifier, on peut dire qu'il existe deux formes usuelles de croissance : la croissance linéaire (dite aussi arithmétique, par exemple, la suite 1, 2, 3, 4, 5, ... où l'on augmente d'une unité à chaque étape) et la croissance exponentielle (dite aussi géométrique ou à taux constant, par ex. la suite 1, 2, 4, 8, 16, ... des tas de grains dans la légende). Quoique de nature profondément distinctes, elles sont trop rarement distinguées dans les arguments (pour ou contre) la « croissance ». C'est regrettable car le caractère insoutenable d'une croissance à taux constant sur une longue durée est une platitude de sens commun dans les sciences naturelles (physique, biologie, etc) même si cela reste un sujet de controverse dans l'économie politique. Et pourtant, l'expression « développement durable » est contradictoire si par « développement » on entend « croissance matérielle à taux constant » et si par « durable » on entend « à long terme » (4). Bref, un tel développement durable est une chimère à ranger avec la machine à mouvement perpétuel au musée baroque des inventions impossibles...

La croissance exponentielle

Certains économistes présentent des tonnes de chiffres et leurs discours embrouillent ainsi facilement les esprits des personnes qui n'ont pas un rapport amical avec les mathématiques, tout en camouflant souvent des positions idéologiques derrière le paravent d'une expertise technique. Au vu de la prolifération de données chiffrées dans les argumentations politiques, leur interprétation critique devient une denrée de première nécessité (5). Si la sociologie est un sport de combat, alors les mathématiques sont un art martial. Dans l'aïkido, on utilise la force de l'agresseur lui-même pour le déstabiliser et finalement le faire trébucher. De même, ce texte essaie de souligner que la compréhension de l'exponentielle est une clé simple pour faire tomber de leur piédestal les arguments les plus fumeux en faveur de la fuite en avant productiviste. L'astuce de base étant qu'il suffit de prolonger les chiffres qui sont présentés en faveur d'une croissance à taux constant sur un intervalle de temps suffisamment long pour les tourner en ridicule et exhiber l'absurdité d'une telle politique sur le long terme (6).

Bien que le terme de croissance exponentielle soit entré dans le langage courant, il est souvent mal compris pour deux raisons liées entre elles : (a) la croissance exponentielle est souvent interprétée à tort comme synonyme de croissance très rapide au moment considéré et, dès lors, (b) elle est rarement identifiée comme synonyme de croissance à taux constant. Pour dissiper ce malentendu, on peut regarder un exemple standard. Le taux de croissance actuel de la population mondiale est environ de 1,7% par an. Si ce taux (faible en apparence) était maintenu, alors la taille de la population doublerait tous les 40 ans, et serait donc multipliée par mille tous les 4 siècles. On peut estimer que, à ce rythme, dans moins de 6 siècles (période relativement courte par rapport à l'histoire de l'humanité) la densité de la population atteindrait plus d'un

habitant par mètre carré (de terre émergée) !

La croissance à taux constant d'une population ou d'une quantité matérielle ne peut être qu'un phénomène transitoire dans un système naturel limité. Ce fait empirique est basé sur la propriété mathématique que même un modeste pourcentage de croissance conduira à une escalade gigantesque sur des périodes relativement courtes, comme la légende du jeu d'échec l'indique. On attribue à l'économiste et pacifiste Kenneth Boulding (1910-1993) cette phrase devenue célèbre : « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste. »

L'effet boule de neige ou l'or des fous

La pyrite est un minerai très courant dont l'éclat ressemble à s'y méprendre à celui de l'or. Nombreux sont ceux qui ont ainsi eu l'illusion d'avoir trouvé le filon rêvé, et l'usage courant est d'appeler ce minerai l'« or des fous ». De même, la croissance exponentielle économique a de tout temps attiré les gogos en quête d'une corne d'abondance, ainsi que les prophètes en tous genres. Le besoin quasi-vital chez certains capitalistes de croire dans la possibilité d'un profit à taux constant (7) les convertit à une croyance mystique dans la croissance exponentielle, qui se faufile dans certaines théories économiques au travers de miraculeux mécanismes d'auto-entretien (de « rétroaction positive »), le terme en vogue étant la « croissance endogène ». Dans certains modèles économiques, analogues aux moteurs à mouvement perpétuel, l'augmentation de la production engendrera indéfiniment l'accroissement du progrès technique qui, en retour, permet de produire plus encore, d'où une accélération illimitée de la croissance par un effet boule de neige.

Un autre exemple de l'absurdité d'une croissance exponentielle soutenue est fourni par le chemin de fer, considéré comme étant la principale innovation technologique à l'origine de la croissance au milieu du 19^{ème} siècle. Durant l'âge d'or de son développement dans les pays industrialisés, la longueur de leur réseau ferroviaire a pu doubler tous les 5 ans jusqu'à atteindre quelques dizaines de milliers de km de voies ferrées (ce qui correspond grosso modo à leur longueur actuelle) (8). Les entrepreneurs aveuglés par une telle progression exponentielle auraient peut-être été fort heureux d'apprendre qu'à ce rythme la longueur du réseau serait aujourd'hui supérieure à la distance entre le soleil et l'étoile qui lui est la plus proche ! Peut-être même auraient-ils essayé de nous vendre un billet de train pour Proxima du Centaure...

Le capitalisme : un moteur à mouvement perpétuel ?

Chacune des révolutions industrielles semble être caractérisée par (1^{ère}) une période d'explosion exponentielle initiale suivie par (2^{ème}) une période de saturation voire de dépression. Puis le cycle reprend grâce à la découverte d'une autre direction dans laquelle s'étendre (nouveaux objets de consommation ou nouvelles méthodes de production, de distribution, d'organisation) ce qui préserve la tendance exponentielle. En schématisant, le capitalisme est un moteur à deux temps : explosion/dépression (9).

Pour prendre l'exemple contemporain des technologies de l'information, la « loi de Moore » affirme que la densité de transistors, pouvant être placés sur une puce, double tous les deux ans. Depuis plus de quarante ans, on observerait cette tendance exponentielle qui serait à la source du développement rapide des ordinateurs personnels, ce qui semble indiquer qu'on est toujours dans la phase explosive de la présente révolution industrielle. Mais la poursuite de cette loi conduirait, dans moins d'une vingtaine d'années, à des transistors de la taille d'un atome ! L'entrepreneur Gordon Moore, l'auteur de la loi, en conclut qu'il devrait donc exister une limite au-delà de laquelle cette croissance exponentielle n'est plus soutenable.

Depuis la théorie des cycles de Joseph Schumpeter (1883-1950), les économistes lucides n'ignorent pas que ces bouffées exponentielles sont des phénomènes éphémères, mais le mythe de la croissance exponentielle survit dans la croyance que, tel un phénix, le capitalisme se régénérera indéfiniment par une succession infinie de tels cycles. En résumé, le capitalisme serait un moteur à explosions (les révolutions industrielles) où le carburant (le progrès technique) est produit par le moteur lui-même... Il n'est pas nécessaire de recourir à la thermodynamique pour douter de son bon fonctionnement !

... ou une escroquerie pyramidale ?

Pour montrer sur un dernier exemple l'arnaque camouflée derrière le mythe de la croissance à taux constant, on peut trouver une analogie avec ce qu'on appelle la « vente

pyramidale », une forme d'escroquerie dans laquelle chaque membre d'un réseau paie pour rentrer dans le système, son recruteur recevant une part de ce droit d'entrée et une autre part étant répartie dans la chaîne des recruteurs réussis. L'analogie se trouve dans le fait qu'un tel système ne peut se maintenir qu'aussi longtemps que le nombre de membres croît de manière exponentielle, ce qui ne peut durer longtemps. L'astuce consiste donc à y mettre fin dans un délai assez court, le haut de la pyramide emportant le magot. C'est une entreprise frauduleuse car, selon la législation française, « il est interdit de proposer à une personne de collecter des adhésions en lui faisant espérer des gains financiers résultant d'une progression géométrique du nombre de personnes recrutées. » (10)

En caricaturant, on pourrait représenter le système économique global comme une forme de mécanisme de vente pyramidale puisque le fonctionnement idéal de l'accumulation capitaliste nécessite une croissance économique exponentielle. Les États n'appliquent donc pas leur propre code de loi alors qu'une seule conclusion logique s'impose : le capitalisme est frauduleux et il faut s'en débarrasser !

[XAVIER BEKAERT]

- (1) Le nombre de grains est approximativement multiplié par mille toutes les dix cases : cela fait donc un milliard de grains sur la 11^{ème} case, un million sur la 21^{ème}, un milliard sur la 31^{ème}, ...
- (2) Une introduction du niveau du Bac à la croissance exponentielle est présentée dans son essai « Fonctions exponentielles » inclus dans le cours de physique de Raymond Serway, Electricité et magnétisme (De Boeck, 1992).
- (3) Le présent texte ne prétend pas être une discussion rigoureuse ou originale de la croissance économique, tout au plus une introduction à la fonction exponentielle assortie d'un point de vue ironique sur son utilisation maladroite et cachée dans les discours d'économie politique les plus naïfs.
- (4) Deux questions plus subtiles sont celle de la signification du concept flou de « développement » et celle du statut des autres types de croissance (car on peut avoir croissance mais à taux décroissant, ou on peut avoir décroissance physique mais croissance économique, etc). Mais avant de débattre de questions complexes comme ces deux là, il est commode d'éliminer les faux débats. En l'occurrence il peut être utile de dénoncer l'imposture scientifique des discours productivistes les plus simplistes : ceux se basant sur le mirage d'une croissance physique à pourcentage constant.
- (5) A cet égard, on ne peut trop recommander la lecture du pédagogue Normand Baillargeon, « Petit cours d'autodéfense intellectuelle » (Lux, 2005).
- (6) Une technique simple d'auto-défense intellectuelle contre les discours pro-croissance est la règle de calcul affirmant que pour estimer le temps de doublement il suffit de diviser 70 par le pourcentage de croissance. Par exemple, une croissance de 3,5% du PIB par an correspond à une multiplication par deux du PIB tous les 20 ans (car 70 : 3,5 = 20). Un bon exercice est de calculer les temps de doublement correspondant aux objectifs de croissance présentés par les gouvernements successifs.
- (7) N'en déplaise aux capitalistes, une large fraction des principaux théoriciens de la croissance (dont des économistes aussi divers que Malthus, Ricardo, Mill, Marx, Solow, ...) prédit sur le long terme une réduction du taux de profit.
- (8) Ces chiffres ont été arrondis et simplifiés afin de clarifier la présentation. On peut trouver des données précises dans la référence R.B. Mitchell, European Historical Statistics 1750-1970 (Macmillan, 1975).
- (9) Ce sont les cycles longs (d'une durée approximative d'un demi-siècle) observés par l'économiste soviétique Nikolai Kondratieff (1892-1938).
- (10) Article L122-6 du code de la consommation.

PLUS DES MIETTES, ON VEUT TOUTE LA BAGUETTE !

À l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, la question salariale fait la une de l'actualité. Depuis des mois, branche après branche, les Allemands, qui, il est vrai, avaient subi plus durement que d'autres les effets de l'austérité, passent à l'offensive et décrochent de très sensibles augmentations. Même constat en Belgique, où les conflits ayant pour objet la feuille de paye se multiplient ces temps-ci. Non moins remarquable : à l'Est, dans les nouveaux membres de l'UE, la fièvre monte aussi, comme en témoigne la grève des Renault-Dacia, en Roumanie.

Les raisons de cette montée en puissance des mouvements pour les salaires sautent aux yeux. La reprise de l'inflation ne frappe pas seulement la Belgique mais l'ensemble des pays de l'Union européenne. D'autant plus dure à avaler qu'elle intervient sur fond d'une « modération » salariale imposée toutes ces dernières années au nom de l'emploi et de la compétitivité, et qui s'est soldée par un véritable hold-up sur le travail au profit du capital.

La Confédération européenne des syndicats (CES) constate que dans l'ensemble de l'Europe des 27, la part des salaires dans la richesse créée a baissé en moyenne de plus de 6 % depuis 2001, en faveur des profits et de la rente. Or, note la CES, contrairement à la conviction professée par la Commission de Bruxelles, les gouvernements et le patronat, « bas salaires et hauts profits » n'ont pas entraîné une amélioration de la performance de l'emploi. En vérité, la « modération » « n'aboutit qu'à miner la demande intérieure globale », dénonce Walter Cerfeda, secrétaire de la CES. Au moment où la récession menace, des questions se posent : la consommation des ménages est-elle toujours le seul moteur de croissance valide ? De quelle croissance parle-t-on : de celle de la production de biens et du temps de travail ou de celle de la qualité de vie ? Face à l'austérité, l'urgence, autant sociale qu'économique, est bien de remettre en question nos modes de production.

Au-delà du salariat

Revendiquons, ici et maintenant mais ne perdons pas de vue qu'au-delà de l'amélioration ponctuelle de nos conditions de vie se pose la question fondamentale du salariat et du mode de production.

Ces dernières années, on a observé dans les luttes un glissement de revendications sur les salaires vers des revendications sur le pouvoir d'achat, un glissement au terme duquel l'attention se focalise non plus sur la question du travail et de son organisation mais sur celle de la capacité de consommation des salariés. En se limitant à réclamer plus d'argent sans parler du partage des fruits du travail, on élude la question cruciale des rapports d'exploitation et de l'inégalité sociale. On crée l'illusion d'une communauté d'intérêt entre les patrons et les travailleurs, et on nie la lutte des classes.

La notion de pouvoir d'achat mêle l'idée de subvenir à ses besoins à celle de pouvoir acheter tout et n'importe quoi. Le pouvoir d'achat est un hymne à la croissance, au primat de la quantité sur la qualité, qui pousse à une consommation effrénée, incite à accumuler le superflu (une foison de gadgets technologiques) au lieu de cultiver l'essentiel : le contact humain, la politique, l'imaginaire.

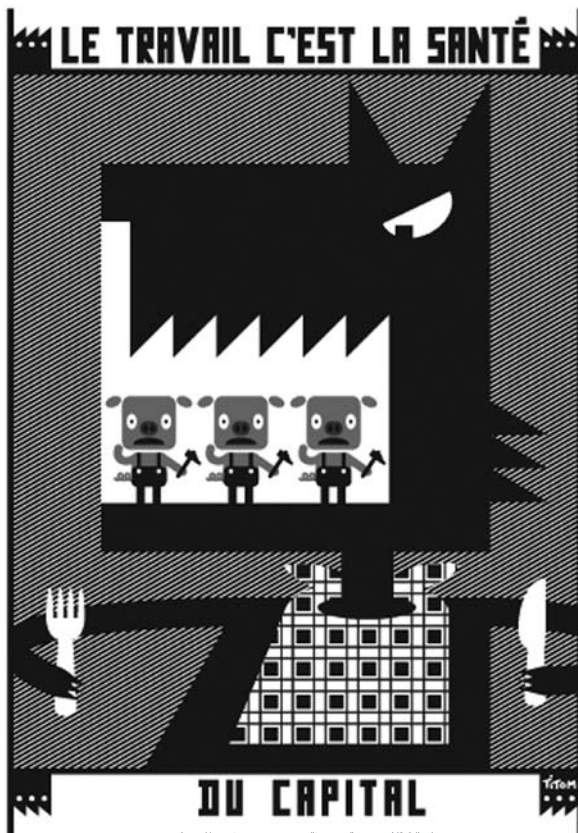
Il faut rompre avec l'équation « plus d'argent = plus de bonheur » et voir qu'il y a une différence entre les moyens d'acheter et les moyens de vivre. C'est parce que nous sommes privés des moyens de satisfaire directement nos besoins par l'autoproduction qu'il nous faut de l'argent pour acheter des marchandises produites ailleurs dans des conditions qui nous échappent totalement.

Une critique du développement urbain consumériste et des faux besoins générés notamment par le système publicitaire se révèle nécessaire également pour limiter le temps de la production aliénée, dont le joug pèse sur les travailleurs ici et ailleurs.

Finalement, la question est de savoir pourquoi et pour qui nous produisons, de réfléchir à ce qui vaut la peine d'être produit et à la façon de le faire de manière égalitaire tout en assurant un cadre de vie sain pour toutes et tous.

Sortons des logiques capitalistes et combattons ceux qui en profitent, relocalisons les activités essentielles tout en éliminant celles qui sont nuisibles. Luttons pour garantir à chacune et chacun au minimum un toit, de quoi se vêtir et se nourrir correctement, se soigner, mais aussi le temps de construire sa vie, de faire des rencontres et discuter, de faire de la politique (de la vraie). Luttons pour vivre au lieu de nous tuer au travail.

Source : avec « L'Humanité » du 4 avril 2008





POURQUOI LE PÉTROLE CHER N'EST PAS FORCÉMENT UNE MAUVAISE CHOSE

Nous sommes bien évidemment conscients du fait que l'augmentation du prix du pétrole va d'abord toucher les plus précaires, qu'à court terme elle ne va pas changer la boulimie destructrice du système capitaliste. Cependant, nous pensons qu'il existe également des raisons objectives de se réjouir du pétrole à 100 dollars.

Chaque chose à un prix

Ce qui peut sembler une lapalissade ne l'est pas forcément au temps du « gratuit » que nourrit la publicité. Pourtant, il est utile de rappeler que la gratuité n'existe que via la solidarité (les plus aisés payent pour celles et ceux qui en ont besoin) ou les coûts indirects (cachés). C'est typiquement le cas du sponsoring privé. Belgachose ne nous offre pas des festivals. Jupichose ne nous offre pas le foot, Proxitruc le tennis... Ces entreprises consacrent une partie de leurs bénéfices pour financer ces événements, les transformant de fait



en campagne de publicité. Le coût du sponsoring privé est ensuite reporté sur nos achats de façon diffuse mais bien réelle. A titre d'exemple, chaque belge « donne » (à travers ses achats) à hauteur de 300 euros par an pour financer la publicité et le sponsoring privé. Cela représente environ 3 milliards d'euros par an.

Depuis de nombreuses années, le coût réel du pétrole est sous évalué. Cette sous-évaluation est entretenue entre autre par des pays qui ont fait du pétrole un outil politique et stratégique central de leur économie, tels les Etats-unis.

Avoir un pétrole à son coût réel permet de le « remettre à sa place », de contrer sa position archi-dominante et le fait que sa prédominance écrase les alternatives. Par exemple, en matière de transport, le pétrole bon marché cause une explosion du transport routier au détriment du bateau et du chemin de fer.

Enfin on va se mettre à réfléchir à d'autres sources d'énergie

Le prix élevé actuel est dû pour une part à des spéculations financières mais contrairement à ce que l'on aimerait nous faire croire, il l'est d'abord à la raréfaction du pétrole couplée à une demande en forte croissance. A court terme, il est possible qu'il repasse pour un petit temps sous la



<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/be/>

barre des 100 dollars le baril mais à moyen terme, le prix du pétrole va continuer d'augmenter et certaines logiques mortifères écologiquement vont également devenir non rentables. Il n'est pas réjouissant de voir que seul le froid intérêt économique permet encore de mettre un frein à la logique productiviste actuelle mais, pour peu que les plus précaires soient défendus, cela est encore préférable à la poursuite de la gabegie actuelle.

Nous pensons par exemple que nous vivrons très vite la fin du « tout à la route » actuel. Les décideurs (en attendant que nous soyons enfin tous décideurs) vont peut-être comprendre enfin qu'il convient de réouvrir des gares locales et des lignes rurales, de construire des pistes cyclables où l'on ne risque pas sa vie à chaque carrefour, plutôt que de multiplier les routes et autoroutes. Nous pensons également aux énergies renouvelables. Le potentiel technique est là, manquant la volonté politique. Le pétrole cher va accélérer une mutation qui est urgente.

La réduction de la pollution liée au parc automobile

Un des effets les plus salutaires au genre humain est bien entendu la diminution progressive du parc automobile qui va nous faire revivre un peu plus puisque 1,2 millions de personnes perdent la vie chaque année sur les routes de la planète, soit un holocauste tous les 5 ans. Cela va aussi diminuer les dépenses en soins de santé puisque 50 millions de personnes sont blessées ou handicapées par an à cause de la voiture. Cela est inadmissible et paralyse notre économie déjà mal en point. (source : <http://www.who.int/mediacentre/news...>)

Citons les substances les plus dangereuses issues de règne du pétrole : les NOx (NO, NO2...), les PM (PM10, PM2, PM1), l'ozone, les chaînes d'hydrocarbures résultant d'une combus-

tion incomplète, le CO, le SO2, les hydrocarbures aromatiques polycycliques, bref que du bonheur. Les perturbations biologiques résultant de ce choix industriel varient entre les simples irritations et l'augmentation du nombre de maladies cardio-vasculaires, des lésions des bronchioles terminales et des alvéoles, des lésions inflammatoires de l'épithélium, un accroissement de la mortalité chez les bébés de moins de 12 mois... rien de bien réjouissant.

La fin de la dictature des multinationales du pétrole

Les multinationales du pétrole ne se contentent pas de détruire les côtes avec de fréquentes marées noires tout en réalisant des bénéfices records, elles soutiennent également un peu partout sur la planète des régimes dictatoriaux (Birmanie, Arabie-Saoudite...). La fin du pétrole pourrait aussi être la fin de ces ennemis de la démocratie et marquer la naissance de structures de production et de distribution d'énergie décentralisées. Cela pourrait signifier la naissance d'un nouveau tissu pour la gestion des énergies, un tissu plus local dans lequel on retrouverait des acteurs publics, des coopératives...

Certainement, le chemin vers une gestion publique et locale du secteur de l'énergie est-il long et pas tracé d'avance. Sur tout, il sera le fruit du rapport de force que les citoyens pourront établir. Mais vraiment, le pétrole à 100 dollars, ce n'est peut-être pas la fin du monde mais la naissance d'un autre, franchement plus funky.

[A. CONTRE-COURANT]



LA BIOTECHNOLOGIE POUR SAUVER LE MONDE ?

L'origine des agrocarburants, en Europe, remonte au début des années 1990 lorsqu'il a fallu trouver une solution à la surproduction céréalière, avec également en lointaine perspective, une éventuelle indépendance énergétique. L'aspect écologique n'était donc pas pris en compte. Confrontés aux menaces du réchauffement climatique, les décideurs politiques, en Europe et dans le monde, proposent de relever le défi des agrocarburants, dans un contexte d'agriculture libéralisée. Mais peut-on proposer une alternative en fonction de son seul impact « carbone » ? Non bien sûr car il va de soit que la « vie » entière du produit doit être questionnée si on veut se faire une idée réelle de sa valeur environnementale. Or, il y a très peu d'études globales sur la question des agrocarburants et il n'est pas impossible que l'émission d'ozone liée à l'utilisation de ceux-ci soit supérieure à celle des carburants fossiles. Le lien agrocarburants — écologie a été créé de toute pièce dans un contexte favorable à ceux qui ont choisi de s'en servir.

Lors du dernier salon de l'auto de Bruxelles, des ONG (Inter-Environnement Wallonie et Bruxelles, 4X4info, Friends of the Earth Vlaanderen en Brussel et Oxfam Solidarité) ont dénoncé les dangers des agrocarburants. A commencer par la concurrence croissante qui va opposer les cultures vivrières et les cultures destinées aux agrocarburants. Quand on sait qu'il faut en moyenne 250 kg de céréales (soit la consommation annuelle d'une personne) pour faire le plein d'une berline, on ne peut douter que le lucratif marché des agrocarburants va prendre de plus en plus de place au détriment de l'agriculture alimentaire, avec pour conséquence la plus directe, une hausse des prix des matières premières se traduisant par une baisse du pouvoir d'achat pouvant devenir réellement problématique chez les populations déjà précarisées. En janvier 2007, des milliers de Mexicains descendaient dans la rue pour protester contre l'augmentation du prix de la tortilla (aliment de base du pays) de 30% en trois ans.

Actuellement, la part des agrocarburants dans notre consommation quotidienne, au niveau mondial, est dérisoire (1%) et pour arriver à atteindre les ambitions politiques et (surtout ?) industrielles, la seule solution est l'extension massive des cultures, l'investissement structurel et le développement des marchés. Tout commence donc par un agrandissement des capacités de productions, donc des superficies cultivées. Or ces cultures (colza, maïs, soja ou palmier) sont des monocultures qui sont souvent peu écologiques et ce pour plusieurs raisons. Pour implanter ces grandes cultures, il faut souvent rendre les terres propres à la culture. Or, le drainage des tourbières en Indonésie ou le nettoyage des terrains en Amérique latine ont un impact environnemental car ils engendrent une quantité énorme de CO2. En Indonésie, la tourbe, une fois asséchée, s'oxyde, produit du gaz carbonique et devient très inflammable, surtout en période sèche. De nombreux feux de forêts ont ravagé le territoire ces dix dernières années et ont dégagé dans l'atmosphère des tonnes de cendres et de CO2. Ces monocultures érodent et appauvrissent beaucoup plus les sols que les cultures traditionnelles et menacent directement les écosystèmes voisins à cause de leur manque de biodiversité. Ces cultures sont également grandes consommatrices d'eau, ce qui est bien sûr néfaste à l'environnement proche mais également questionnable quand on sait les difficultés d'un tiers de la population mondiale à se

fournir en eau potable. A la facture s'ajoutent les transformations que l'homme est obligé d'apporter pour accéder à ces nouvelles zones cultivables et l'énergie qui est dépensée pour y parvenir. Enfin, n'oublions pas que l'agriculture industrielle est grande consommatrice de pesticides et d'engrais chimiques qui apportent eux aussi leur lot de dégâts et de pollution. L'avenir n'est pas rose et s'annonce encore plus sombre quand on sait que les agrocarburants de seconde génération annoncés par les industriels vont pouvoir se baser sur n'importe quels « déchets de biomasse ». Ce qu'une entreprise peut considérer comme déchet, la nature la voit comme une source de renouvellement, de nourriture. Sans ce processus de fertilisation naturelle, les sols s'appauvrissent très vite.

D'un point de vue plus strictement humain, ces cultures sont également très dommageables car, de plus en plus, les grandes sociétés n'hésitent pas à expulser les populations locales (en Indonésie et en Malaisie), recourant à la force si nécessaire, pour s'approprier des nouveaux espaces cultivables. Qui plus est, les monocultures endommagent des grandes forêts (forêt amazonienne ou forêt humide en Indonésie) et suppriment ainsi les moyens d'autosuffisance alimentaire des populations locales. De surcroît, la demande augmente sur le marché des approvisionnements. Ces grandes implantations vont donc plus précariser les populations locales qu'elles ne vont les pousser vers un développement qu'elles n'avaient pas nécessairement demandé. Enfin, ce type d'industries génère des « emplois » souvent peu respectueux des droits des ouvriers dans des environnements de travail très difficiles. Il semblerait que nous sommes en face d'une réintroduction de l'économie coloniale de la plantation, redéfinie pour fonctionner selon les règles du monde moderne, néolibéral et globalisé.

Et c'est maintenant que la porte s'ouvre en grand pour les OGM. En effet, si les populations ne veulent pas goûter aux OGM, autant les introduire via les plantations énergétiques. De ce fait, ces plantations ne rentreraient plus directement en concurrence avec les cultures vivrières. Encore une fois, c'est regarder par le petit bout de la lorgnette et oublier que les OGM en pleine terre risquent fort de contaminer les plantes avoisinantes. De plus, les grands groupes producteurs d'OGM sont souvent les producteurs de pesticides et engrais qu'ils ne risquent pas d'oublier pour leurs cultures. Sans compter la mainmise sur mes semences et une augmentation de la précarité des petits producteurs encore restant sur le marché.

La focalisation du politique et de l'industrie sur les agrocarburants masque les vraies questions et permet aux conglomérats économico-industriels de faire oublier qu'ils n'œuvrent pas vraiment pour une démarche plus écologique (voitures moins polluantes, engrais « bio », etc.) mais plutôt pour une politique de remplacement douteux et tout aussi dangereux. La vraie question est celle de notre surconsommation d'énergie !

Plusieurs pistes sont bien évidemment à exploiter dans le domaine de l'économie d'énergie mais il est étonnant de remarquer que l'agriculture a de grands services à rendre dans ce domaine. Il faut savoir que depuis les années 50 ans, la séparation des zones d'élevages et de cultures ont cassé la chaîne d'autorégulation (la terre nourrit les animaux qui à

leur tour la fertilisent via les déjections), entraînant ces deux pôles dans des surconsommations d'énergie à cause de tous les apports artificiels (engrais, aliments etc.). Une agriculture traditionnelle est beaucoup plus directement économe en énergie et viable à long terme. Un modèle d'agriculture plus autonome et orientée vers les marchés locaux permettrait de réintroduire la biodiversité dans l'agriculture et un renouveau des techniques agro-écologiques.

Tout cela ne doit pas nous faire oublier que la plus grande part de gaspillage dans le monde de la production agricole vient des activités annexes (transports, emballages etc.). Dans notre système industrialisé, il faut dépenser 10 à 15 calories pour produire et distribuer 1 calorie alimentaire. Le transport international des produits agricoles, et particulièrement par avion, est certainement l'un des points noirs de la chaîne alimentaire. Pendant ce temps, le kérosène bénéficie de faveurs fiscales alors que les petits producteurs locaux ont de plus en plus de mal à se conformer aux normes de plus en plus drastiques qui sont imposées au monde agro-alimentaire.

Quelques chiffres chez nous

L'Union Européenne, après avoir annoncé que l'incorporation d'agrocarburant devait être de 5.75% en 2010, a revu ses quotas à la hausse et entend imposer un taux de 10% en 2020 dans le but de réduire les émissions de CO2. Dans le même temps, elle reconnaît que cette politique ne permettrait de réduire que de 3% les coûts des importations énergétiques. Or, la production d'une unité d'énergie de bioéthanol (blé ou betterave) sur le Vieux Continent mobilise 0.76 unité d'énergie (INRA) ou, dans le cas des huiles végétales (colza) 0.3 à 0.4 unité, mais le rendement à l'hectare est très inférieur. D'un point de vue pratique, il faudra consacrer 13 millions d'hectares supplémentaires aux cultures énergétiques pour atteindre les quotas fixés pour 2010 (INRA). Or, la suppression des jachères, prévue par l'Union Européenne, ne fournira à elle seule, et en théorie, que 8.2 millions d'hectares. Quand on sait qu'en plus, les carburants produits en Europe n'arrivent pas à concurrencer ceux d'Amérique latine, et ce malgré les aides financières accordées aux producteurs, il est évident que l'indépendance énergétique est loin d'être envisageable. Le bilan écologique d'une telle entreprise à grande échelle, ne peut au mieux qu'être modeste, voir négatif, surtout s'il l'énergie nécessaire à produire ces agrocarburants est d'origine fossile.

Alors qu'il nous semble évident que les agrocarburants ne peuvent en aucun cas apporter une vraie solution au problème du réchauffement climatique et qu'ils pourraient même très vite en amplifier le phénomène pour toutes les raisons que nous avons citées, nos décideurs politiques s'engouffrent tête baissée dans une solution molle qui, pour eux, à surtout le mérite de ne rien remettre en cause de notre mode de vie et de son économie autodestructrice pour le plus grand bonheur des lobbies économico-industriels. Car ne nous leurrons pas, ce sont bien ces grands groupes transnationaux qui ont soufflé cette politique énergétique à nos élus ; et il y a fort à parier qu'entre le bien immédiat des actionnaires et celui, à long terme, de la planète,

le choix a été vite fait. Il y a peu de chances que les grands financiers et industriels s'imposent volontairement des contraintes allant à l'encontre de l'accroissement de leurs bénéfices.

Tout est donc une question de choix ! Chacun d'entre nous peut choisir chaque jour l'impact qu'il va avoir sur l'environnement de par son alimentation, sa mobilité, sa consommation d'énergie domestique. Cela n'est certes pas négligeable et il faut en être conscient. Et si une gestion responsable de notre consommation quotidienne d'énergie ne va pas à elle seule réduire à néant l'impact écologique de l'homme sur la planète, n'oublions pas que les consommateurs, s'ils sont suffisamment nombreux et attentifs, peuvent faire plier n'importe quel producteur en se détournant de ses produits néfastes. Il n'y a pas de panacée universelle, si l'homme veut sucer les fruits de la Terre jusqu'aux trognons, il devra faire face aux conséquences et ce n'est sans doute pas grâce à tous les artifices, aussi géniaux soient-ils, qu'il est capable de mettre en œuvre, qu'il pourra échapper au retour de bâton.

[PROSPER METRO]

Sources :
<http://www.iewonline.be>
<http://www.grain.org>
<http://www.alternativelibertaire.org>

Pour en savoir plus : lire le dossier d'« A Voix Autre » sur les agrocarburants

L'alternative aux carburants : repenser les transports

L'alternative aux carburants réside principalement dans une baisse de la consommation, qui passe en premier lieu dans une réduction des transports inutiles.

Cela implique une transformation du système mondial de production, de transformation et de distribution des biens. Une transformation qui doit aboutir à :

- ☀ une relocalisation des productions (dont, par ailleurs, les ouvriers, agriculteurs et consommateurs seraient les premiers gagnants) ;
- ☀ l'utilisation prioritaire des matières premières locales (pour la construction, les produits industriels, etc.) ;
- ☀ la fin du diktat commercial des pays du Nord qui entrave actuellement le développement économique des pays du Sud. Cette remise en cause de la mondialisation capitaliste, dont le mouvement altermondialiste est le principal protagoniste, peut s'accompagner de transformations à l'échelle de la société :
 - ☀ réduire les distances entre l'habitat et le lieu de travail, ce qui implique de repenser l'aménagement du territoire et des villes ;
 - ☀ favoriser les modes de transport alternatifs : fret, co-voiturage, transports en commun, vélo, etc.



SACRIFIER LE SECTEUR PUBLIC, C'EST SACRIFIER L'ÉCOLOGIE.

POUR UN SERVICE PUBLIC DU XXIÈME SIÈCLE

Le vote, il y a quelques mois, sur la libéralisation intégrale des services postaux (1) a démontré une nouvelle fois la véritable impasse idéologique dans laquelle erre la social-démocratie européenne. Comme ce fut le cas dans la commission ad-hoc mi-juin 2007, les parlementaires socialistes ont massivement soutenu ce nouveau projet de libéralisation comme ils le firent ces dernières années pour les télécommunications, le transport ou l'énergie. La social-démocratie n'a pas lutté (quitte à être battue) face à cette nouvelle mise en pièce de ses fonctions d'acteur économique et social de l'Etat, au contraire elle y a contribué activement.

Pourtant, il existe nombre de raisons sociales, politiques ou même économiques de défendre les services publics. Le texte « *Quelques bonnes raisons de ne pas liquider le secteur public* » de François Schreuer en épingle un certain nombre (2) allant de la péréquation tarifaire (3) aux monopoles naturels stabilisateurs en passant par le rôle stratégique de secteurs clés comme l'énergie. Nous voudrions ici développer un autre argument qui pourrait dans les prochaines années devenir un levier majeur pour une reconquête par la sphère publique d'une série de secteurs économiques : l'écologie.

Les services publics constituent en effet un outil essentiel afin de promouvoir une politique écologique crédible, politique qui s'avèrera vitale (au sens premier du terme) dans les prochaines années. Tous les derniers rapports d'experts dont le récent rapport du GIEC montrent combien l'activité économique humaine, telle qu'elle s'organise aujourd'hui, met en danger la biosphère (4).

Le fait d'être sous contrôle de l'Etat ne constitue évidemment pas un gage en soi de rationalité écologique pour un secteur

économique mais il ouvre la possibilité d'une gestion qui ne soit pas mue par une logique de profit à court terme liée au marché.

Actuellement, la privatisation de secteurs importants affaiblit la capacité de l'Etat à prendre des mesures efficaces pour limiter l'impact écologique de la société. Elle réduit l'Etat à inciter le citoyen à modifier individuellement ses comportements en matière d'écologie. Toutefois, même s'ils sont conséquents, ces efforts sont insuffisants et souvent largement contrebalancés par les conséquences destructrices de la logique purement commerciale des secteurs privatisés.

En Belgique par exemple, La Poste récemment privatisée (5) construit ses nouveaux centres de tri le long des autoroutes et non plus le long des voies de chemin de fer augmentant d'autant plus les émissions de CO2 que les trajets en automobile s'en trouvent allongés. Est-il besoin de rappeler que ces émissions supplémentaires accroissent la pression écologique exercée par l'activité humaine sur le climat ? Peut-on reprocher à une entreprise privée condamnée à se soumettre aux lois du marché d'opter pour une localisation plus rationnelle vis-à-vis de ses coûts de production ?

Dans le secteur des transports, il en va de même : de multiples entreprises de courrier express sillonnent côte à côte nos routes afin de livrer leurs clients en un temps record, ce qui engendre la circulation d'un nombre démultiplié de véhicules et augmente encore nos émissions de CO2. Idem pour le transport de marchandises par avion qui croît sans cesse et qui est directement lié à la logique marchande du « *just in time* ». Comble de l'absurdité : ces produits bios qui arrivent par avion sur Bierset et dont l'impact écologique est bien supérieur aux équivalents « *tout chimique* » locaux.

Dans le secteur des télécommunications, les opérateurs téléphoniques multiplient les antennes relais, augmentant les pollutions électromagnétiques et leurs risques mal évalués (6).

Même certaines entreprises toujours publiques mais en voie de privatisation, comme la SNCB, adoptent d'ores et déjà une logique de profit aux conséquences écologiques clairement néfastes (fermeture des petites gares, priorité aux grandes lignes rentables...).

Le marché est par nature étranger à toute considération écologique et il est illusoire (et dangereux) de compter sur une autorégulation ou sur une concordance automatique entre intérêts économiques et urgences écologiques. Notre histoire et la situation actuelles prouvent parfaitement cette incompatibilité.

Une lutte efficace en vue des défis écologiques qui nous attendent passe par :

- Le maintien, la mise en place ou le développement de services publics dans un grand nombre de secteurs essentiels comme le transport, l'énergie, l'eau, la poste, l'enseignement, les soins de santé. La gestion de ces services peut se faire soit via un monopole public, soit via des structures publiques décentralisées suivant sa nature mais avec dans chaque cas un rôle composé moteur et un contrôle démocratique de la part des bénéficiaires et des travailleurs du service en question assurerait la prise en compte des intérêts de la société civile dans sa globalité, sans que soient sacrifiés les conditions de travail, la qualité du service rendu, ni le respect de la qualité de vie de chacun.

- La prise de mesures efficaces de réorganisation structurelle (rationalisation des transports : incitation claire à l'emploi du vélo, délimitation de larges zones sans voiture personnelle, gratuité des transports en commun, interdiction de la publicité pour les voitures et les transports en avion, urbanisme écologi-

quement responsable...).

La défaite actuelle repose sur un mythe, celui d'une naturelle efficacité du monde privé. S'il est vrai que certains services publics furent le théâtre d'abus, cet argument connaît de nombreux contre-exemples (chemin de fer en Grande-Bretagne, électricité aux Etats-Unis...). Il est bon toutefois d'en tenir compte. Pour avoir un soutien populaire fort, la démarche de « *retour au public* » que nous prôtons doit s'accompagner d'un effort de décentralisation et dépolitisation (au sens partisan du terme) et de simplification de la gestion des outils publics afin de les rendre plus sobres et plus efficaces. En ce sens, impulser une bonne dose d'autogestion ne peut qu'être profitable. Employés et usagers sont au fond les meilleurs ambassadeurs d'un service public du XXIème siècle.

[A CONTRE-COURANT]

(1) Voir : Europe – Rapid Press Releases : <http://europa.eu/>

(2) Voir : <http://francois.schreuer.org/>

(3) C'est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse et les inégalités. Ce système est une règle de gestion des services publics, il les contraint d'assurer des missions que la seule rentabilité ne pourrait qu'encourager à abandonner (comme par exemple la desserte par la SNCB de petites communes ou le tarif unique pour l'acheminement d'un courrier d'un point quelconque du territoire à un autre). La péréquation tarifaire crée des situations problématiques quand les opérateurs publics sont confrontés à une concurrence privée elle-même non soumise à cette péréquation.

(4) Source : <http://www.ipcc.ch/SPM2feb07.pdf>

(5) Source : <http://pierre.eyben.be/98>

(6) Source : <http://david-leloup.blogspot.com/>



LES COOPÉRATIVES EN BELGIQUE *

L'histoire des coopératives en Belgique est loin d'être un hasard. Il s'agit clairement du produit des conditions socio-économiques nées des bouleversements créés par la révolution industrielle.

C'est en effet en réaction à celle-ci qu'un double mouvement va donner naissance au mouvement coopératif. Tout d'abord une série de bourgeois progressistes vont théoriser des solutions et imaginer des autres mondes. Ceux que l'on nomme communément d'utopistes (Cabet, Saint-Simon, Fourier et Owen) apporteront un imaginaire culturel qui marquera d'autant plus un public relativement large pour l'époque qu'ils tenteront de concrétiser leurs idées. C'est d'ailleurs un disciple de Fourier, Jean-Baptiste Godin, qui ira le plus loin en fondant un familialisme à Guise qui a subsisté jusqu'à nos jours. Leur importance dans l'histoire des idées est également non-négligeable. Owen est ainsi considéré comme l'inventeur du mot « *socialisme* » et c'est en partie par opposition à leurs écrits que Marx élaborera certains aspects de sa pensée.

S'il est ainsi théorisé, le mouvement coopératif sera avant tout une création spontanée et collective de quelques ouvriers qui se regroupent afin d'améliorer leurs conditions de survie. Le terme est d'ailleurs tout un programme puisqu'il vient du latin *co* – *operare* qui veut dire « *travailler avec, travailler ensemble* ». En Belgique, c'est au lendemain du souffle révolutionnaire de 1848 (qui traversera toute l'Europe et que l'on connaît aujourd'hui sous le terme de « *printemps des peuples* ») qu'à l'initiative de Nicolas Coulon est fondée à Bruxelles le 16 avril 1849 l'Association fraternelle des ouvriers tailleurs. Celle-ci est une coopérative de production qui voit des travailleurs prendre le contrôle de leur industrie. D'autres initiatives aux existences éphémères, à l'exception notable de l'Alliance typographique, suivront. Malheureusement dès 1854 il n'existe presque plus rien de ces diverses tentatives.

C'est sous la forme de coopératives de consommation que le mouvement connaîtra son développement et son succès. Le modèle type de la coopérative de consommation est né en Angleterre, pays d'origine de la révolution industrielle. Il n'y a pas là d'effet du hasard, mais bien une réponse de la classe ouvrière en constitution aux changements provoqués par la mutation profonde des processus de production. En novembre 1843, douze ouvriers tisserands de la ville de Rochdale se regroupent pour améliorer leur conditions de (sur)vie à la suite d'un refus du patronat d'accorder une augmentation de salaire. Après plusieurs réunions, ils fondent une coopérative du nom de Société des équitables pionniers de Rochdale qui est officiellement enregistrée le 24 octobre 1844 et qui ouvre son premier magasin le 21 décembre de la même année.

L'alimentation étant au centre des préoccupations de survie au vu du poids qu'elle pèse sur le budget familial, les travailleurs vont essayer de trouver des solutions. Parallèlement à des revendications sur l'augmentation des salaires qui prendront du temps à se formaliser et s'organiser, l'achat groupé par la création de coopérative

sera une des solutions qui est mise en place. C'est tout aussi logiquement que le pain sera la première denrée que l'on cherche à se procurer à moindre coût. Outre la question du prix, la valeur nutritionnelle et la qualité de ce pain (puis des autres aliments) seront vite au centre des préoccupations.

En Belgique, une coopérative va jouer un rôle moteur. Devant l'impossibilité de renforcer le caractère socialiste d'une coopérative fondée en 1876 sous le nom de *De Vrije Bakkers* (les libres boulangers), une partie de ses membres part créer une coopérative ouvertement socialiste. Ainsi naît à Gand en 1880 le *Vooruit* (En avant).

Le *Vooruit* a dès son origine l'ambition de ne pas se limiter à la production et la vente de pain mais d'étendre ses activités à toutes les branches du commerce et même de l'industrie, tout en finançant des œuvres politiques et d'éducation. Très prospère grâce à ses 1750 membres dès 1885 le *Vooruit* se rend célèbre par un acte de solidarité important. En 1885 les mineurs du Borinage ont déclenché une grève dure et souffrent très vite du manque de ressources. Pour les aider, ce n'est pas moins de 10.000 kg de pains que le *Vooruit* fournira. Ce geste de fraternité et de solidarité ouvrière marque les esprits. A partir de là le développement de la coopérative est important et synthétise à lui tout seul ce que la coopération socialiste en Belgique (1) : une imbrication totale dans le parti et une volonté de devenir toujours plus grand afin d'englober l'ensemble de la vie quotidienne des travailleurs et l'ensemble de l'activité économique. Très vite le petit magasin de départ s'étend, se diversifie et se transforme en Maison du Peuple. C'est ainsi qu'outre des boulangeries, le *Vooruit* aura plusieurs locaux, des pharmacies, un journal, une bibliothèque centrale, un tissage, une flotte de pêche basée à Ostende... Le *Vooruit* est à lui seul une synthèse de la coopération belge jusque dans ses défauts puisque se poseront aussi la question du pouvoir pris par Edouard Anseele dans et via le *Vooruit* ainsi que l'intégration au système capitaliste avec des alliances sous forme de SA pour attirer des capitaux permettant de diversifier l'activité.

Sur ce modèle, des coopératives vont se créer et se développer partout en Belgique. Pendant près d'un

demi-siècle, elles seront l'ossature du Parti Ouvrier Belge. La superbe Maison du Peuple de Bruxelles, œuvre de Victor Horta, en symbolisera longtemps toute la puissance mais aussi la fierté que ces « *citadelles ouvrières* » donnaient aux travailleurs. Tout d'abord farouchement indépendante, les coopératives vont connaître progressivement un phénomène de concentration à partir de l'entre-deux guerres. Le bouleversement social des « *golden sixties* » est mal géré par le mouvement coopératif qui de précurseur (magasins de gros, contrôle de l'ensemble de la chaîne de production, marque propre...) bascule dans une image anachronique en ratant totalement l'entrée dans l'ère des livres services. Face aux difficultés financières, l'Union coopérative de Liège se retrouve au centre d'une centralisation des coopératives du sud du pays et donne naissance à Coop-Sud. Les coopératives du nord du pays refusent une évolution similaire et restent groupées autour des pôles de Gand, Malines et Anvers. La faillite en 1981 de la coopérative malinoise provoque la panique chez les fournisseurs car pour la première fois de l'histoire le reste du mouvement n'apure pas la dette. La situation financière est telle pour l'ensemble du mouvement coopératif que catholiques et socialistes allient leurs capitaux et rejoignent les entreprises Carrefour et Delhaize pour le lancement de la société Distrimas qui sera un échec cuisant mais donnera naissance aux enseignes Cora. Début 1983, la coopération socialiste jette l'éponge et revend ses magasins encore en activités au groupe Delhaize. Le mouvement coopératif ne disparaît pourtant pas complètement. Des Maisons du Peuple subsistent ainsi que des structures pharmaceutiques, bancaires, de conseils...

Une émancipation par l'économie ET l'éducation

Le mouvement coopératif tel qu'il a existé en Belgique au sein du mouvement ouvrier socialiste répondait donc d'abord à des besoins concrets de la classe ouvrière en fournissant des produits alimentaires, au premier rang duquel on retrouve le pain, selon une devise souvent reprise de « *Poids exact – bonne qualité – juste prix* ». Il participe ainsi à l'émancipation des travailleurs en soulageant

leur quotidien. A noter que le fait de ne pas accepter le crédit permettait de lutter contre le surendettement. Grâce aux flux financiers générés les coopératives ajouteront à la dimension purement alimentaire d'origine une série d'aides matérielles qui constitueront rapidement une mini-sécurité sociale pour ses membres fidèles. Elles aidaient aussi les travailleurs lors des

mouvements de grève par des distributions de nourriture. A ces occasions, le fait d'avoir ses propres locaux pour les réunions et les meetings était particulièrement utile. Mais cette fonction, surtout remplie par les Maisons du Peuple, était précieuse toute l'année et permettait aussi de remplir un rôle d'éducation à travers l'organisation de conférences, de cours, de lectures collectives... Au moment des campagnes électorales les meetings s'y multipliaient évidemment. Mais l'influence des coopératives ne s'arrêtait pas là. L'immense puissance financière permettait également de financer la propagande, y compris électorale. Les coopératives servaient aussi de refuge pour les travailleurs qui étaient placés sur liste noire à la suite de leurs activités syndicales ou politiques. Elles furent aussi un espace d'apprentissage de la démocratie représentative, la règle du « *Un homme, une voix* » s'appliquant bien avant l'instauration du Suffrage Universel en Belgique. Enfin, elles jouèrent un rôle d'exemple en ce qui concerne les conditions de travail, appliquant les 8 heures, des salaires supérieurs, une liberté syndicale...

L'histoire du mouvement coopératif est exemplative de l'histoire du mouvement ouvrier dont il est une des composantes. Elle pose ainsi les questions du lien entre la théorie et la pratique, et ce à plusieurs niveaux. Sur la forme qui est le fruit de la confrontation entre les idées des penseurs du socialisme et les expériences spontanées de travailleurs qui voient le jour. Sur le changement profond de société qui est visé, mais avec une pratique qui se rapproche de plus en plus au fil du temps des pratiques capitalistes. Sur la possibilité de changer la société par la multiplication d'expériences concrètes basées sur un autre modèle de société tout en baignant dans une société capitaliste et en étant obligé d'en respecter le cadre et les règles. Sur une rhétorique bien différente de la pratique quotidienne, notamment entre localisme et internationalisme. Enfin entre intérêt collectif et pouvoir personnel.

Le mouvement coopératif, qui se définissait comme un moyen pour atteindre un but, est rapidement devenu un but en soit où le volume du chiffre d'affaire et la grandeur des infrastructures ont très fortement minorisé le rôle moteur dans le processus de changement de société. Ce constat lucide n'enlève en rien tous les aspects positifs mais il doit attirer notre attention sur la manière de travailler aujourd'hui à l'émancipation des gens et doit permettre aux initiatives contemporaines, dont certaines de production, d'éviter le plus possible les erreurs du passé.

[JULIEN DOHET]

* Ce texte se base sur des recherches et publications que j'effectue depuis près de 10 ans, soit la publication de mon livre « *La coopération à Verviers, une économie solidaire de la révolution industrielle à nos jours* ». Verviers, IDEES, 2000.

[1] A noter que le mouvement catholique verra le même phénomène, les coopératives faisant partie intégrantes de la pilierisation de la société belge.





C'EST LE DÉBUT DES HARICOTS

Créé en 2005, « Le Début des Haricots », une sacrée bande d'écologistes, entend notamment sensibiliser le citoyen à la problématique de la pollution et des dérives du système industriel. Aussi cette association a-t-elle défini le thème de l'alimentation comme une de ses priorités.

Les rencontres et les tables d'hôtes organisées par le « Début des Haricots » et les coups de mains aux alternatives comme les groupements d'achats solidaires en ville tendent vers un même objectif de l'association : recréer le lien entre les consommateurs et les agriculteurs locaux et soutenir les producteurs de denrées saines pour la santé, l'environnement et la société. Le tout, à des prix justes.

Parmi ses nombreuses réalisations, le « Début des Haricots » vient d'en propulser deux nouvelles. En ce début d'année 2008, deux jardins collectifs de quartier ont été initiés, à Bruxelles. Car pour l'association écolo, l'autoproduction est un autre axe important. Les jardins écologiques communautaires ou collectifs dans la ville ou en périphérie démontrent qu'il est possible d'avoir une vie active tout en produisant une partie de son alimentation et par ce biais permettre aux citoyens de se la réapproprier.

Ces jardins sont destinés à être entretenus et animés par des collectifs d'habitants-jardiniers volontaires. Concrètement, un jardin collectif est autogéré par un groupe de jardiniers qui se partage un terrain où ils cultivent et récoltent ensemble leurs fruits et légumes. L'existence d'un jardin collectif repose sur une dynamique participative. En plus de l'espace potager, des zones naturelles sont favorisées pour accroître la biodiversité en flore et faune locale (insectes, oiseaux...). Le jardin collectif est un espace convivial de rencontre qui renforce les liens sociaux dans le quartier, mais aussi un centre d'éveil à l'écologie et à l'alimentation durable. L'un de ces deux jardins est niché rue Gray, à côté de l'école maternelle « Les moineaux », à Ixelles. L'autre se trouve boulevard Emile Bockstael à hauteur du n°1. Un message et des pratiques claires, concrets et citoyens.

Pour en savoir plus : <http://www.haricots.org>

DES GROUPES D'ACHAT SOLIDAIRES À BRUXELLES

Les groupes d'achat solidaires rencontrent un succès grandissant. Ils privilégient la filière courte, sans intermédiaires, ce qui va à l'encontre des logiques de la grande distribution. On y constitue des « paniers » comprenant divers légumes de saison, en fonction des demandes. L'idée est de promouvoir une autre agriculture, à échelle humaine et locale mais aussi d'éveiller les personnes aux problèmes du chimique et de la récupération du bio par la grande distribution et les multinationales.

Le premier groupe d'achat solidaire de l'agriculture paysanne (GASAP) a vu le jour en 2006. Actuellement, il en existe plusieurs à Bruxelles, et de nouveaux groupes commencent à se former. Les GAS sont autogérés par leurs membres. Tour à tour ils se partagent les différentes tâches : réceptionner des produits, tenir la comptabilité, assurer les permanences, accueillir des nouveaux membres, contacter les agriculteurs, etc. C'est cette autogestion qui crée la cohésion et le long terme.

L'existence du groupe d'achat solidaire repose sur l'engagement de ses membres qui cherchent ainsi à développer leur autonomie (organisés en collectif autonome) et celle des producteurs avec lesquels des partenariats sont établis (par exemple par contrat local).

Le producteur principal de chaque GAS est souvent un producteur de fruits et légumes, mais il peut être producteur de produits laitiers, de farines ou de tout autre produit.

Tous les produits issus de l'agriculture, qu'ils soient des produits alimentaires, d'entretien ou textiles, et ayant subi le moins possible de transformations, sont susceptibles d'être distribués via un GAS en fonction de l'intérêt des membres.

Un contrat d'engagement est élaboré pour chaque partenariat. Plusieurs contrats peuvent co-exister : par exemple, pour le panier de légumes, colis de viande, fromages, lait... Chaque ménage membre du GAS s'engage à acheter une partie de la production du producteur partenaire. Cela prend la forme d'un contrat dont la durée correspond à la période de production. Les consommateurs s'engagent auprès du producteur avant le début de la saison de production et lui assurent ainsi des revenus stables pour toute la saison de production.

On distingue deux niveaux d'organisation : les G.A.S. locaux et le Réseau de coordination des GAS bruxellois.

Le GAS, au niveau local, organise les permanences et gère les relations avec les producteurs. Le Réseau bruxellois des GAS réunit l'ensemble des groupes. Le Réseau s'implique dans la recherche de nouveaux producteurs, la gestion d'une base de données de personnes intéressées par les GAS, et rendra ainsi possible la création de nouveaux GAS (en partenariat notamment avec l'asbl « Le Début des Haricots »).

Pour en savoir plus : <http://gas-bxl.collectifs.net>

UNE BARRICADE, DES PIERRES VIVANTES

Dressée dans la populaire rue Pierreuse, « Barricade » essaie de toucher d'autres personnes que les militants conscientisés. Ici, à un jet de pavé du Palais de justice de Liège, on expérimente des alternatives depuis 1996. Sans suivre d'idéologie phare. Et les projets ne manquent pas dans ce laboratoire social.

Ainsi, la librairie Entre-Temps présente des livres neufs ou d'occasion sur l'altermondialisme, sur le féminisme, sur l'art... Autant d'ouvrages à savourer avec un jus de fruit équilibré, un café zapatiste ou une bière spéciale dans le café relié à la librairie.

Pourtant, tout a failli s'arrêter par arrêt de l'arbitre : les deux maisons du XVIIe siècle abritant le centre culturel ont été mis en vente publique en 2003. Morts et enterrés la librairie, le groupe d'achat commun de produits biologiques, le cyber-centre linuxien, la salle de spectacle ? Impossible : la coopérative a aussitôt vu le jour pour racheter les bâtiments. Membres, amis, voisins, militants, associations, syndicats, personnalités liégeoises... Tout le monde s'est mobilisé.

La coopérative des « Tournières » a pour objectif d'acquérir des bâtiments et des terrains pour les mettre à disposition d'associations et pour les affecter à du logement social ou

à loyer modéré. Parmi ses priorités, figurent aussi la mixité sociale et la réhabilitation des quartiers populaires. Implantée à Liège, la coopérative n'en désire pas moins agir dans d'autres localités, urbaines ou rurales. Clairement solidaire, elle encourage les projets similaires, les dynamiques de propriété collective et les initiatives de type social, culturel, environnemental ou d'éducation permanente. La force des « Tournières » réside dans l'apport de citoyens qui s'investissent économiquement et socialement dans leur quartier.

Du logement à l'espace vert

Dans la foulée de l'achat des bâtiments de « Barricade », une autre maison située non loin de là, au 9 de la rue Volière, a aussi été acquise. Ce bâtiment est aujourd'hui occupé par le premier kot à projets de Liège (les étudiants soutiennent les actions des Magasins du Monde Oxfam) ainsi que par trois associations : Ainsi Fonds Font Fond (promotion du commerce équitable), le Cire (coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) et la Tanière des Tournières.

Puis, à la demande de l'association Le Grain de Folie, les « Tournières » ont élargi leur champ d'intervention et ont acheté

un terrain rue en Glain. Objectif : maintenir ce terrain à bâtir dans son état de friche écologique et préserver la biodiversité en milieu urbain. Un espace vert que le Grain de Folie ouvre au public.

Bref, le moteur de cette ruche, c'est une volonté constructive. Dire « oui » à certaines valeurs et donc opposer un « non » ferme à d'autres. Une contestation indirecte. Et une démarche collective : « Barricade » est membre de plusieurs réseaux, aux côtés du comité de quartier, d'ONG ou d'associations syndicales. Loin de penser détenir LA solution, les animateurs de « Barricade » sont en lien avec d'autres « laboratoires ».

Libertaires, écolos, communistes... Toutes les étiquettes ont été collées aux animateurs du centre culturel. Peu leur importe. L'important, dans une Barricade, c'est de la construire ensemble. Une « autre » lueur dans la Cité ardente.

Pour en savoir plus : <http://www.barricade.be> et <http://www.entre-temps.be>



LA COOPÉRATIVE LIBERTAIRE DE LA CNT « COOPÉQUITA »

L'association « Coopéquita », lancée par les anarcho-syndicalistes de la CNT, travaille pour le développement d'une agriculture naturelle, du commerce solidaire et des productions respectueuses de l'environnement et des personnes.

Elle est née de la nécessité de mettre en place et de développer des circuits courts de ventes directes en zappant les intermédiaires, de maintenir des revenus décents aux producteurs tout

en rendant accessible à une population de plus en plus précarisée des produits alimentaires de qualité et des moyens de s'évader des milieux urbains sans passer par l'industrie alimentaire (supermarchés et autres). Cette coopérative libertaire est également née de la constatation que beaucoup de personnes, vivant en milieu urbain, ignorent à peu près tout des réalités rurales, des conditions de vie et de travail des petits paysans comme des micro-agriculteurs.

Le but de Coopéquita est de :
- tisser des liens directs dans le respect de chacun(e) et de la nature dont nous faisons toutes et tous partie.
- distribuer les produits de jeunes agriculteurs adhérents à la coopérative et à sa charte afin de soutenir leur installation.

<http://www.cnt-f.org/coopequita>

AUTOGESTION EN ALLEMAGNE — ESPOIR ET NOUVEAU DÉPART

Le phénomène est surtout connu en Argentine ou au Venezuela. Mais en Espagne, en Italie, en France ou en Allemagne aussi des milliers de travailleurs récupèrent et réaniment leurs entreprises en faillite.

En juillet 2007, les 135 travailleurs de l'usine allemande de vélos Bike System (dans la province de Thuringe Nordhausen) ont enclenché la vitesse de l'autogestion. Avec le soutien des anarcho-syndicalistes de l'importante FAU. Par leur action directe, ils voulaient empêcher le démantèlement et la vente de l'usine. Ce sont 1800 « Strike Bikes » rouges qui ont ainsi été produits en autogestion et vendus à travers l'Europe à des cyclistes solidaires.

L'espoir des travailleurs était alors de préserver à Nordhausen la production de bicyclettes et d'attirer un éventuel repreneur. Espoir qui s'est évanoui... Le 31 octobre 2007 l'occupation de

l'usine s'est achevée sur une fête. Depuis le 1er novembre 2007, les 109 salariés restants font l'objet d'un plan de reclassement, obtenu après négociation entre l'avocat des travailleurs et le liquidateur judiciaire.

Mi-novembre 2007, les travailleurs étaient témoins du démontage des équipements de l'usine, expédiés en moins de deux semaines en direction de la Hongrie. Le souhait de l'association « Des vélos à Nordhausen » de redémarrer la production éclata comme une bulle de savon.

Mais... toujours en novembre 2007, un groupement de marchands de cycles a sollicité les travailleurs, qui ont alors analysé les possibilités d'un marché pour des vélos produits à Nordhausen. Un concept est mis au point (groupements de clients-souscripteurs, gamme de modèles et de prix, financement) et, mi-février 2008, une ligne de production récupérée

lors de la phase de démontage est installée dans un vieux hangar de l'usine désormais vide. Des vélos allaient de nouveau être fabriqués !

Le 17 mars 2008, la S.A.R.L. « Strike-Bike » a vu le jour. Quelque 21 anciens collaborateurs de Bike Systems y ont retrouvé un emploi. Pour marquer leur retour sur le marché de la bicyclette, ils commencent par une série limitée de 2000 vélos de randonnée : la « Black Edition », qui sera produite en mai et juin 2008.

Les revenus de cette action serviront à la construction d'autres unités de production, pour de futures bicyclettes spéciales (entre autres, un modèle avec entraînement électrique et un autre avec une remorque ou une voiturette).

[ERIC (FA STRASBOURG)],
Pour commander des vélos : <http://www.strikebike.de>

DES ÉCHANGES AVEC OU SANS ARGENT ?

Les systèmes d'échange locaux (SEL) sont nés pour permettre aux chômeurs, exclus de l'économie traditionnelle, de mettre des services en commun en faisant du troc. Une réunion régulière est l'occasion pour chacun de proposer ses compétences. A la différence du paysan qui va filer un coup de main à son voisin, sans savoir s'il va en recevoir un « en retour », les SEL sont basés sur la réciprocité.

Très vite, des questions se sont posées. Une heure de plomberie vaut-elle une heure de cours de physique quantique ? La valeur d'un service est-elle déterminée par le temps de travail (dans ce cas, c'est équivalent), par son utilité (la plomberie vaut sans doute plus), par sa rareté (la physique quantique vaudrait alors plus) ? Mais comme la réciprocité immédiate n'est pas toujours possible, des SEL ont mis en place une forme de capitalisation : « En faisant une heure de nettoyage, j'ai x grains de sel sur mon compte ». Alors certains selistes peuvent

être endettés et d'autres riches en grains. Horreur ! Les SEL ont inventé une nouvelle monnaie, et les prix vont avec !

Dans certains SEL, les prix sont libres. Il est même officiellement recommandé de « marchander ». Dans d'autres, il est conseillé de faire le « une heure égale une heure ». S'il n'y a pas de retour de service, on transforme l'heure en monnaie-travail dans une « fourchette » de prix qui va de 50 à 70 grains de l'heure (une manière de réguler la richesse). Face aux risques d'accumulation de grains, les SEL ont été inventifs. Certains ont interdit aux selistes d'accumuler plus de certaine quantité de monnaie. D'autres organisèrent un système dégressif où la monnaie fond quand on ne l'utilise pas (-3% tous les mois, par exemple). Au final, les adhérents n'ont pas voulu créer la monnaie « capitaliste », mais ce n'est pas si simple sans argent ! Est-il réellement possible de socialiser l'argent et de mettre des systèmes régulateurs en place ?

Près de chez vous...

Des SEL sont présents un peu partout en Belgique. On les retrouve du côté de Bruxelles, de Tournai, de Modave, de Chevetogne, de Rixensart, de Gêves...

- Sel Atlas, Anderlecht : <http://selatlas.be>
- Sel Brusel, Bruxelles-capitale : <http://www.brusel.be>
- Sel Coup de Pouce, Villers-la-Ville : <http://www.selcoupdepouce.be>
- Sel de Haut-Ittre : <http://selittre.be>
- Sel de Liège : <http://acontrecourant.be/r91.html>, <http://selidje.be>
- Selogazion Système d'Échange Local à Ohey, Gesves et Assesse : <http://selogazion.blogspot.com>
- TournesSEL de Hannut : <http://www.tournesel.be>
- Lets Vlaanderen : <http://www.letsvlaanderen.be>



UE - PROJET DE DIRECTIVE D'ÉLOIGNEMENT ET DE RÉTENTION DES MIGRANTS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Contre la directive de la honte

À la fin de mai 2008, un projet de directive sur la rétention et l'expulsion des personnes étrangères sera soumis au Parlement européen. Depuis 1990, la politique européenne conduite par les gouvernements en matière d'immigration et d'asile s'est traduite par une réduction continue des garanties et des protections fondamentales des personnes. L'Europe se transforme en une forteresse cadenassée et met en oeuvre des moyens démesurés pour empêcher l'accès à son territoire et expulser les sans-papiers. Le projet de directive, s'il était adopté, constituerait une nouvelle régression.

En prévoyant une rétention pouvant atteindre 18 mois pour des personnes dont le seul délit est de vouloir vivre en Europe, il porte en lui une logique inhumaine : la généralisation d'une politique d'enfermement des personnes étrangères qui pourrait ainsi devenir le mode normal de gestion des populations migrantes. En instaurant une interdiction pour 5 ans de revenir en Europe pour toutes les personnes renvoyées, ce projet de directive stigmatise les sans-papiers et les transforme en délinquants à exclure.

Le projet de directive qui sera présenté au Parlement est le premier dans ce domaine qui fasse l'objet d'une procédure de co-décision avec le Conseil des ministres. Le Parlement a donc enfin la possibilité de mettre un terme à cette politique régressive qui va à l'encontre des valeurs humanistes qui sont à la base du projet européen et qui lui donnent sens.

Historique

Dès la fin de l'année 2002, l'Union européenne, dans le cadre de ses programmes de lutte contre l'immigration clandestine émettait des propositions en vue de l'harmonisation des législations européennes sur l'éloignement et la détention des personnes en situation irrégulière. Un livre vert (avril 2002), suivi d'une communication de la Commission et d'un plan d'action du Conseil sur le retour (novembre 2002) prévoyaient à terme des normes contraignantes et des mesures opérationnelles communes. C'est sur ce deuxième volet que l'Union s'est d'abord concentrée : décision sur les charters communautaires (avril 2004), négociation d'accords de réadmission (en cours depuis 2000), directive sur la répartition des charges financières de l'éloignement...

Le 1er septembre 2005 la Commission européenne a fait une proposition de directive sur le retour des personnes en séjour irrégulier [1]. Le texte présenté par la Commission a pour objectif d'harmoniser au niveau européen la législation en matière de rétention et d'expulsion des personnes en situation irrégulière. Il n'a pas pour vocation la protection des personnes mais plutôt l'amélioration de l'efficacité de l'expulsion. L'idée est de l'assortir, pour sa mise en oeuvre concrète d'un Fond pour le retour, actuellement en discussion devant le Parlement européen.

La Commission européenne a ensuite transmis sa proposition au Conseil et au Parlement européen, les deux institutions étant chargées de l'examen de son contenu et de son adoption suivant, pour la première fois en la matière, la procédure de codécision. Cela signifie que l'avis du parlement, contrairement aux directives précédentes est un avis contraignant à la même hauteur que celui du Conseil.

La directive est donc en cours de négociation au sein des deux institutions, en parallèle. Le 12 septembre 2007, la commission des Libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures [2] du Parlement a voté un compromis sur le rapport du député européen allemand Manfred Weber (PPE). Le vote en séance plénière, initialement prévu le 29 novembre 2007, a été reporté à janvier 2008. L'enjeu est de taille pour les parlementaires qui veulent à tout prix que le texte aboutisse puisqu'il prouverait que la procédure de co-décision est un instrument fiable et que le Parlement européen est capable de négocier avec le Conseil des dossiers aussi épineux que celui de la lutte contre l'immigration clandestine, de surcroît sur des propositions législatives.

En juin 2007, la présidence portugaise proposait un compromis aux États membres et émettait le souhait de voir le texte adopté avant la fin de son mandat (décembre 2007). Une procédure de conciliation entre les deux institutions aura ensuite lieu.

L'action des ONG

La Cimade, avec ses partenaires européens [3] avait dès août 2005 proposé une série de « Principes communs sur l'éloignement des migrants en situation irrégulière et des demandeurs d'asile déboutés » mettant en évidence les principes fondamentaux qui doivent prévaloir dans l'élaboration de toute politique d'éloignement « y compris dans la future directive européenne sur le retour ».

Parmi ces neuf principes, celui de la détention qui doit rester une exception et n'être utilisée qu'en dernier recours et pour laquelle une durée maximum, la plus courte possible, doit être prévue par la loi. Également, celui du bannissement de l'interdiction du territoire européen, le principe du retour volontaire, la protection des personnes vulnérables contre

l'éloignement, le recours systématique suspensif contre une mesure d'éloignement...

Plus tard, une campagne pour l'inclusion dans le texte des parlementaires d'amendements demandant la protection des mineurs contre l'éloignement et la détention a été menée pendant de nombreux mois, a recueilli l'assentiment de nombreuses associations et parlementaires [4] mais n'a pas été suivie d'effet puisque la commission des Libertés a quand même voté un texte permettant la détention pour 18 mois de mineurs accompagnant leurs familles.

Le rapport voté par la commission des Libertés est loin de respecter les principes défendus par les ONG. Pire, sur certains points, notamment la durée de la détention, il a même durci la proposition de la Commission européenne qui proposait 6 mois. Il n'est aujourd'hui plus concevable de continuer à espérer un changement positif du texte et des modifications de fonds qui permettraient que soient respectés les besoins et la dignité des individus. C'est pourquoi nous demandons avec insistance que soit rejeté ce texte.

Contenu de la directive

Si le texte a fortement évolué entre la proposition de la commission en 2005 et le compromis atteint par la commission des Libertés en 2007, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un texte proposant des normes institutionnalisant l'éloignement et la détention des personnes en situation irrégulière.

Il intervient alors que des standards sur la définition et la fin du séjour légal n'ont pas été harmonisées au niveau européen, créant ainsi les bases d'une répression commune avant de définir ensemble les bases de la légalité du séjour.

A l'instar des directives harmonisant le droit d'asile en Europe, c'est un texte qui n'a pas pour vocation à entériner les meilleures pratiques mais à s'aligner sur les standards minimum des États membres, à harmoniser vers le bas.

Les fondements de la directive [5] reposent sur un système inspiré du système allemand : une détention très longue (18 mois), des mesures d'éloignements assorties d'une interdiction du territoire systématique. Les protections contre l'éloignement et la détention sont très faibles.

a) Des protections légales contre l'éloignement très faibles

La commission des Libertés améliore très légèrement la proposition de 2005 en ajoutant une liste un peu plus étendue de personnes vulnérables [6], d'ailleurs reprise par la Présidence. Mais ainsi définies, ces catégories ne sont pas spécialement protégées. Le texte y fait allusion seulement pour les conditions dans lesquelles elles doivent être maintenues pendant la période d'éloignement : les personnes vulnérables doivent alors être traitées « spécifiquement ».

La commission des Libertés énonce les principes issus des obligations internationales auxquelles sont tenus les États membres : non refoulement des demandeurs d'asile (Convention de Genève de 1951), intérêt supérieur de l'enfant (Convention Internationale des Droits de l'Enfant 1990), protection de la vie privée et familiale (article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme). Mais aucune disposition spécifique ne garantit de manière opérationnelle leur mise en oeuvre.

Seules deux catégories semblent relativement protégées par la Commission : les mineurs non accompagnés ne devraient pas être éloignés, ni détenus, et les personnes malades doivent recevoir un titre de séjour pour soin. La Présidence ne reprend pas ces protections. Quid des autres catégories : femmes enceintes, enfants mineurs avec leurs parents, personnes ayant des attaches familiales en Europe, victimes de torture ou de la traite... ? L'Union européenne ne prévoit aucune norme pour leur protection contre la détention ou la violence de l'éloignement ?

b) Une durée de détention démesurée

La détention peut être ordonnée lorsque la personne présente un risque de fuite ou une menace à l'ordre public. La commission des Libertés, dans son rapport, laisse donc la porte ouverte à une détention « de contrôle » qui vise, non pas à retenir les personnes le temps de l'organisation de leur éloignement (comme c'est encore le cas en France) mais permet une véritable mise à l'écart, un contrôle sur les populations indésirables. La définition de la proposition de la commission permet un véritable internement administratif et érige cela à la hauteur d'une norme européenne.

Cette directive ouvre la voie à la généralisation de pratiques déjà en cours dans certains pays, qui consistent à priver de liberté les personnes migrantes y compris lors de l'examen de leurs demandes d'asiles ou de titres de séjour.

Ce qui vient corroborer cette observation est la durée de la rétention administrative ou judiciaire qui peut être étendue à

18 mois. La commission des Libertés propose que la détention puisse être prolongée jusqu'à 18 mois dans le cas où l'étranger ne coopère pas, où il y a des difficultés à obtenir les documents de voyage, ou lorsque celui-ci représente une menace pour l'ordre public.

Lorsque l'on sait d'expérience que l'éloignement d'un étranger intervient dans les 10 premiers jours de sa détention en grande majorité [7], il est évident que l'utilisation d'une durée si longue vise à punir et contrôler. La détention telle que définie par le Parlement est une criminalisation institutionnalisée des étrangers en Europe.

c) Une peine systématique d'interdiction du territoire européen

Une interdiction du territoire européen pourrait assortir toutes les mesures d'éloignement pour 5 ans au maximum. Le Parlement propose que cette interdiction du territoire ne soit pas imposée, et qu'elle puisse être retirée ou suspendue pour des raisons humanitaires, ou autres.

Cette interdiction existe déjà dans plusieurs pays européens. Elle ne peut que créer des situations absurdes et inacceptables en éloignant pour une durée très longue des personnes qui peuvent avoir toute leur vie en Europe, et en plongeant nécessairement dans la clandestinité celles et ceux qui voudraient revenir. Une telle mesure reviendrait également à faire de tout sans-papiers un coupable que l'on punit doublement, en le reconduisant et en lui interdisant de revenir.

Principaux dispositifs d'éloignement et de détention existant en Europe

Les États membres de l'Union européenne se sont tous dotés de dispositifs d'éloignement et de détention des personnes en séjour irrégulier différents en fonction des réalités géographiques, politiques et économiques. Ces systèmes sont globalement peu encadrés par le droit, les normes sur les conditions de la détention ne sont pas définies, les durées de détention varient de 32 jours à une durée illimitée.

Les anciens États membres sont traditionnellement des États d'immigration qui ont eu à organiser la venue des populations migrantes depuis des décennies et qui ont à ce titre développé et adapté des systèmes d'éloignement depuis longtemps. La détention est cependant conçue, dans les pays d'Europe du Nord comme un outil de gestion des migrations avant tout, avec une fonction de mise à l'écart et des détentions longues voire illimitées (Grande Bretagne, Suède, etc.). La France est une exception dans ce panorama puisqu'elle utilise un système assez encadré avec la détention la plus courte d'Europe (32 jours) et des protections plus nombreuses qu'ailleurs. Ce système pourtant plus protecteur engendre de nombreux drames humains.

Les pays d'Europe du Sud, outre les migrations intra-européennes dont ils font l'objet sont les portes d'entrée dans l'Union européenne sur la partie Sud. Ils voient arriver, notamment par voie maritime beaucoup de migrants et de demandeurs d'asile venant d'Asie et d'Afrique principalement. Ces pays ont développé des systèmes de détention « à l'arrivée », en instaurant une détention systématique des personnes lors du débarquement ou après le sauvetage en mer : détention dans des camps qui servent à la fois de lieux d'identification, de dépôt de la demande d'asile, d'attente de la décision d'asile, de lieu de détention en attendant l'expulsion. Ces fonctions peuvent être alternatives ou cumulées. Les conditions de détention dans ces États (Italie, Espagne, Grèce, Chypre, Malte) sont régulièrement dénoncées par les organisations internationales et les ONG.

La directive européenne en préparation aurait vocation à s'appliquer également à ces lieux et processus. Elle n'empêchera pas la détention des demandeurs d'asile. Elle ne fixera pas de normes de protection suffisantes pour empêcher les conditions actuelles, déjà déplorables, de se dégrader encore plus.

Les pays d'Europe de l'Est, nouveaux entrants dans l'Union européenne en 2004, également pour certains portes d'entrée dans l'Union européenne, se sont dotés de législations dans le cadre de leur adhésion à l'Europe. La Pologne, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie sont des États qui n'ont pas une grande tradition d'accueil des étrangers. Ils sont actuellement chargés de gérer pour l'Europe l'entrée de personnes migrantes par voie terrestre et ont été financés par l'Union européenne pour construire des centres de détention aux frontières. Les conditions sont également déplorables et les durées de détention inacceptables (jusqu'à plusieurs années).

Conclusion

Ce projet de directive ouvre la voie à la généralisation d'une politique d'internement des migrants. Cette orientation est à l'exact opposé des valeurs qui ont fondé et permis la construction de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Il appartient au Parlement européen de défendre les valeurs et les libertés fondamentales qui sont à la base du projet euro-

péen et qui lui donnent sens. Nous appelons les parlementaires européens à ne pas donner leur vote à ce projet.

Ces derniers ont aujourd'hui une responsabilité historique : réagir pour ne pas laisser retomber l'Europe dans les sombres heures de la ségrégation entre nationaux et indésirables, grâce à la systématisation des camps et de l'éloignement forcé.



[CIMADE]

[1] Proposition de directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (COM 2005 391 final).

[2] Ci-après « Commission des Libertés ».

[3] Amnesty International Union Européenne, Jesuit Refugee Service Europe, ECRE, Caritas Europa, PICUM, Human Rights Watch, CCME, Save The Children, Sensoa, Quakers, FCEI, Eglise Evangélique Espagnole.

[4] Voir le site de la campagne : www.nominorsindetention.org.

[5] Telle que la propose la commission des Libertés du Parlement européen.

[6] Mineurs, mineurs non accompagnés, handicapés, personnes âgées, femmes enceintes, parents isolés, victimes de tortures, viols ou autres formes de violences physiques et psychologiques.

[7] Voir rapport Cimade « Contre l'allongement de la durée de la rétention administrative » 2003.

Illustration: Tom
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/be/>

LIBÉRONS

LA CIRCULATION

DES PERSONNES !

Alors que les différents accords européens vont toujours dans le sens de plus de liberté pour la circulation des capitaux entre riches, ils vont dans le sens de toujours plus de restrictions à la circulation des habitants d'autres régions du monde, et des plus pauvres des habitants d'Europe.

Si quelques directives semblent accorder des droits aux personnes venant de pays tiers : directives sur le regroupement familial, sur le statut des résidents de longue date, il est toujours possible aux pays de les compléter par des dispositifs restrictifs.

Mais là où le programme européen est le plus riche, c'est dans la limitation jusqu'à la disparition de la liberté de circulation et d'installation : accords en 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 pour toujours plus de pénalisation (mandat d'arrêt européen et extradition sans formalité, filtrage accru des entrées, politique stricte en matière de visas, utilisation de données biométriques, coopération toujours accrue entre les polices, directive sur la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement, financement des formations destinées aux forces de répression, financement des équipements de surveillance, de prise d'empreintes digitales numérisées, d'identification des données personnelles...).

Des réflexions et la prise de mesures sont en cours sur l'immigration choisie par les pays d'accueil, excluant les travailleurs peu qualifiés de toute possibilité légale de s'établir en Europe. Il s'agit là d'une politique de sur-exploitation facilitant la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, notamment dans le bâtiment et la restauration.

De plus l'Europe négocie avec les dirigeants des pays d'émigration des accords assortis de compensation financière :
- réadmission des personnes expulsées (et souvent introduction de sanctions dans le droit pénal des pays d'émigration)
- établissements de camps de réfugiés extra-territoriaux,
- accords avec les pays africains pour patrouiller aux alentours de leurs côtes.

Pour certains pays nouveaux adhérents de la communauté européenne, la liberté de circulation et d'installation n'a pas été immédiate, alors qu'elle est la règle. Il s'agit des pays les plus pauvres, tels que la Roumanie, où beaucoup de personnes, en particulier les Roms, voyagent vers nos contrées.

Une nouvelle directive sera en discussion en mai 2008 (après avoir été reportée alors qu'elle devait être votée en novembre 2007) qui renforce la coopération répressive entre les États et prévoit :

- l'interdiction de retour des personnes expulsées pendant 5 ans
- de pouvoir porter la durée d'enfermement des personnes étrangères en attente d'expulsion à 18 mois.

Internationalistes, nous ne voulons pas de l'Europe des frontières, des murs et des barbelés. Pour les habitants et les habitantes de tous les pays du monde : liberté de circulation, liberté d'installation, abolition des frontières !



Dans la Poche Gauche



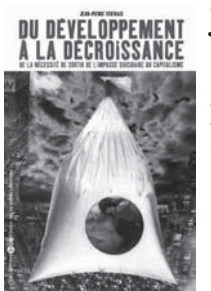
Daniel Hérard et Cécile Raimbeau, « Argentine rebelle. Un laboratoire de contre-pouvoirs », Ed. Alternatives, Paris, 2006, 143 pages, 20 euros.

Voici l'histoire d'une rébellion qui, en Argentine, ne s'est pas emparée du pouvoir, mais qui construit des expériences multiples de contre-pouvoirs. Quand les élus ne les représentent plus, des citoyens inventent la démocratie directe dans leurs quartiers. Quand le pouvoir d'achat chute, un marché parallèle d'échanges sans argent prend une ampleur incontrôlable. Quand les services publics disparaissent, des voisins se lancent dans l'autogestion de l'eau et des transports en commun. Quand les usines ferment, les licenciés font retourner leurs chaînes de production sans patron. Quand... Parce que l'on reproche souvent aux altermondialistes d'être plus adroits à contester qu'à construire, les auteurs ont voulu raconter, en textes et en photos (superbes), comment ces rebelles argentins apportent des solutions innovantes à des problèmes concrets.

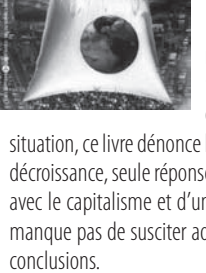


Alternative libertaire / NEFAC, « L'auto-gestion, une idée toujours neuve », 2007, 7 euros.

Qu'est-ce que l'autogestion? Un aperçu des réalisations, des limites et des possibilités offertes par l'autogestion, que ce soit dans une période révolutionnaire (Russie 1917, Espagne 1936) ou dans la réalité des luttes actuelles (Lip 1973, Chiapas 1994, Argentine 2001, Québec 2003...). Sans l'autogestion, aucun projet émancipateur n'est viable!



Jean-Pierre Levaray, « Du développement à la décroissance. De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme », Ed. du Monde libertaire et Editions libertaires, 2006, 228 pages, 12 euros.



Raúl Ornelas Bernal, « L'autonomie, axe de la résistance zapatiste du soulèvement armé à la naissance des Caracoles », Ed. Rue des Cascades, 2007, 127 p., 9 euros.



« Amené à me promener - ni solitaire ni contemplatif - parmi les zapatistes du Chiapas, j'ai eu la faveur de saisir au hasard de mes déambulations quelques paroles et quelques bribes de vie qui m'ont paru de nature à susciter l'intérêt. J'ai été très touché par ces « sans-figure » qui, en résistant à toutes les formes de pouvoir, en s'organisant par eux-mêmes et en pratiquant l'autonomie, sont en train de rendre à l'humanité son vrai visage. J'ai perçu dans ces communautés paysannes indigènes, qui comptent parmi les plus pauvres du Mexique, un mouvement d'affranchissement, à la fois intense et lent, où s'esquisse une réalité que je n'ai observée nulle part ailleurs : une démocratie directe fondée sur ce progrès humain qui, dans le monde entier, est contrefait, dénaturé, paralysé, battu en brèche parce qu'il se trouve supplanté, submergé, étouffé par le progrès de la marchandise et de sa mise en scène humanitaire. » (Raoul Vainiegem)

Le journal est à prix libre. Par cette pratique de solidarité, c'est donc l'usager qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement: Quels sont mes moyens? Combien vais-je donner? Quels sont les frais engendrés par la production et la diffusion d'un journal?

Vous pouvez aussi soutenir A voix autre via le numéro de compte (banque Triodos), 523-0802245-33 en mentionnant « soutien » en communication. Pour vous y abonner, veuillez indiquer « abonnement » en communication ainsi que la durée de celui-ci ou le nombre d'exemplaires. La somme versée doit couvrir les frais postaux.

Si vous souhaitez participer à la distribution du journal, il vous suffit de nous contacter.

Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour, spams, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles... doivent nous parvenir à : avoixautre@no-log.org

L'actualité au jour le jour, les dernières chroniques de livres, un agenda mis à jour, sont disponibles sur avoixautre.be

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Ne pas jeter sur la voie publique.

RÉSEAU EDUCATION SANS FRONTIÈRES (RESF) EN BELGIQUE

Il est impératif de sortir de l'isolement, tant de celui des familles sans-papiers que du nôtre car face à ces situations, ni eux ni nous ne savons vers où nous tourner pour trouver conseils, force, soutien. Pour cette raison, nous appelons au développement d'un réseau de solidarité avec les jeunes sans-papiers scolarisés et leurs familles.

L'école « accueille » mais l'Etat expulse

En vertu du droit fondamental à l'enseignement et des principes d'égalité et de non-discrimination, les écoles belges accueillent des enfants de familles sans-papiers et leur permettent ainsi de suivre leur scolarité aux côtés de leurs camarades « légaux ». Souvent, ni professeurs ni élèves ne savent qu'ils côtoient dans leur classe des enfants en séjour précaire et susceptibles, d'un jour à l'autre, de laisser une chaise vide en classe. « Est-il concevable d'imaginer nos élèves, les copains de nos enfants, menottés, entravés, bâillonnés et scotchés à leurs sièges d'avion pendant que leurs camarades étudieraient paisiblement Eluard (« J'écris ton nom, Liberté ») et que, sans trembler, on effacerait des listes les noms et prénoms des bannis ? » (RESF, France, 26 juin 2004).

Ceux que cette situation indignent sont nombreux notamment au sein du monde scolaire, et si l'Etat n'apporte pas de solutions durables dans l'intérêt des enfants, des individus prennent à cœur d'aider les familles sans-papiers vivant en Belgique.

Mais, individuellement, on ne sait pas toujours comment agir pour accompagner ces familles.

Une expérience contagieuse

Le Réseau Education Sans Frontières existe en France depuis sa réunion fondatrice du 26 juin 2004. En un peu plus de trois ans, le réseau a réussi à tisser un large mouvement de soutien aux jeunes sans-papiers scolarisés et, au-delà, il a permis d'enrichir la résistance aux politiques iniques mises en place contre tous les sans-papiers et l'expérimentation de nouveaux modes d'actions qui ont souvent prouvé une efficacité directe. Des campagnes contre l'arrestation et l'expulsion des enfants, l'accompagnement des familles dans leurs démarches administratives, la visibilité et la dénonciation des pratiques et des conditions d'enfermement et d'expulsion, un soutien constant aux citoyens qui luttent pour que s'opposer à une expulsion ne soit pas considéré comme un délit passible d'amende et d'emprisonnement... Tant de mobilisations diverses ont contribué à conscientiser et à rassembler dans un mouvement d'ampleur nationale parents, personnel des écoles, élus et organisations politiques, syndicats, avocats, associations, collectifs de cinéastes et autres collectifs en tout genre, et, bien sûr, « simples citoyens » soucieux de réagir contre des situations concrètes de non-droit et de non-respect des êtres humains.

La situation précaire de la Belgique

En Belgique, la politique migratoire ne diffère globalement pas de celle de la France. Malgré les condamnations de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (exemple : arrêt Tabitha, 12/10/2006), et les trop nombreuses plaintes concernant les arrestations et l'enfermement d'enfants dans les centres fermés, les gouvernements successifs de Belgique continuent de ne tenir compte ni du droit international (notamment la Charte européenne des droits de l'Homme), ni, plus fondamentalement, de la volonté et du droit de tout individu de vivre décemment.

Face aux critiques unanimes provenant de la société civile concernant l'enfermement des enfants sans-papiers dans les prisons pour étrangers, l'Etat répond qu'il va « humaniser » les centres fermés, c'est-à-dire engager davantage d'éducateurs et de professeurs pour respecter l'obligation de scolarisation de ces jeunes, voire construire des centres fermés

« alternatifs » spécifiques pour les familles. Mais comment peut-on concevoir maintenir des enfants entre barreaux et grillages (a fortiori en continuant leur scolarisation) et dans l'idée de les rapatrier demain vers un pays qu'ils ne connaissent pas ou plus ?

Depuis quelques années, participant à une dynamique globale, la mobilisation d'acteurs confrontés à des menaces d'expulsion dans leur environnement proche (école, quartier, commune, ...), les relais trouvés auprès d'associations et de personnalités ainsi qu'un certain écho médiatique ont permis la régularisation du statut de plusieurs familles. Mais il reste trop de situations de détresse pour lesquelles personne ne réagit ou ne sait comment réagir.

Pour quelques cas qui ont abouti à une régularisation, des milliers d'autres sans-papiers subissent quotidiennement le stress de la privation de droits et le couperet de l'arrestation et de l'expulsion. Un jeune sans-papiers ou ses parents peuvent subir un contrôle d'identité dans les transports, sur le chemin de l'école, et voir ainsi détournée leur destinée, souvent déjà précaire, vers la barbarie de nos centres fermés.

Besoin de structurer la mobilisation

Dans ce contexte, il est impératif de sortir de l'isolement, tant de celui des familles sans-papiers que du nôtre car face à ces situations, ni eux ni nous ne savons vers où nous tourner pour trouver conseils, force, soutien.

Pour cette raison, nous appelons au développement d'un réseau de solidarité avec les jeunes sans-papiers scolarisés et leurs familles. Pour réapprendre les notions de solidarité, de liberté et de citoyenneté non plus théoriquement mais dans les actes, nous invitons tous ceux et celles attachés à combattre l'injustice et l'exclusion à s'associer à cet appel.

Enseignants, personnel de l'enseignement, élèves et parents d'élèves, tuteurs, éducateurs, services d'aide à la jeunesse, organisations de jeunesse, avocats, syndicats, collectifs et organisations attachées à la défense des droits humains, préoccupés par la situation des enfants et jeunes sans-papiers (dès leur naissance ou leur arrivée en Belgique), construisez votre vigilance, rendez-vous visibles et faites savoir que vous êtes prêts à vous mobiliser pour soutenir et accompagner ces jeunes dans leurs parcours quotidiens. Aidez-les à surmonter ce paradoxe entre leur droit de vivre et d'apprendre comme tout autre enfant et leur situation sans droits, puisque enfants de sans-papiers. Mobilisez-vous pour que ces droits ne restent pas lettre morte et pour qu'ils puissent exister et se concrétiser sans ambiguïté grâce à la régularisation de ces familles. Mettez en place des comités de soutien au sein de l'école ou du quartier, autour des crèches ou des écoles de devoir, affichez-vous comme « protecteurs » des jeunes et de leur famille en séjour précaire, créez des espaces d'ouverture où ils puissent se sentir libres d'exprimer leurs préoccupations et leurs espoirs et de solliciter de l'aide pour être reconnus comme personnes à part entière. Nous encourageons chacun à transmettre largement cet appel dans son entourage professionnel et privé et à sensibiliser les personnes susceptibles de s'y rallier.

Pour défendre nos valeurs démocratiques, mettons-nous en action dès aujourd'hui en nous inspirant d'expériences de solidarité riches et fructueuses.

Nous sommes convaincus que l'engagement au sein d'un tel mouvement sera bénéfique pour les jeunes sans-papiers mais aussi pour chacun de nous par l'apprentissage de l'action collective démocratique et de la solidarité en acte : c'est dans l'action que les mots égalité et liberté pourront prendre tout leur sens.

<http://www.resf.be>
Contact : info@resf.be

Avoix autre a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires en décryptant l'actualité et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu'une société plus libre et plus juste devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment comme objectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.